

LE DEVOIR

Société & recherche

LES ENTRETIENS JACQUES CARTIER



Alain Bideau

L'organisateur des Entretiens Jacques Cartier est un idéateur. Il créait en 1984 son centre du même nom, pour tisser des liens entre la France et le Québec: «Ce pays m'a beaucoup donné. Ma formation informatique, par exemple. Je veux lui en rendre une partie.» Présentation d'un homme de projets.

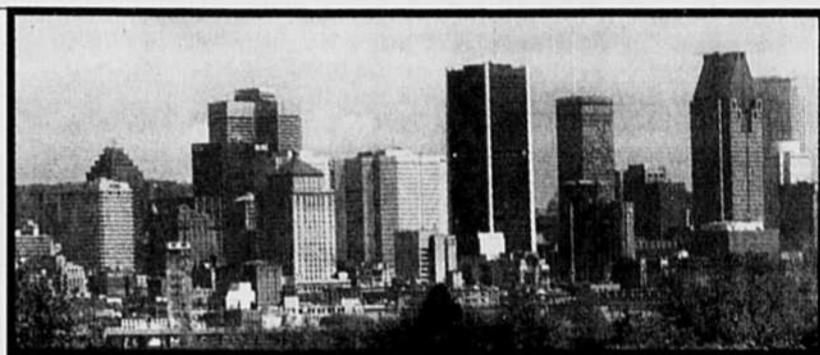
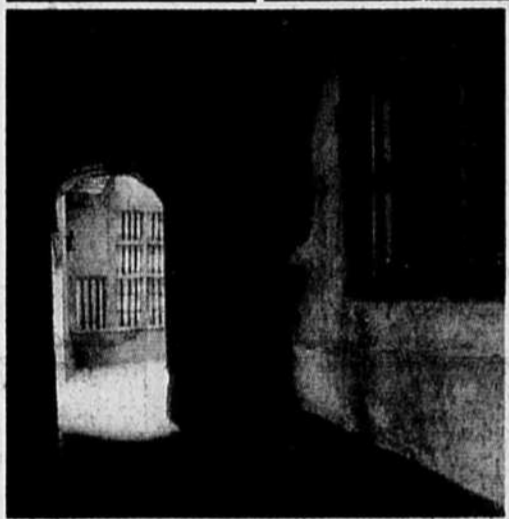
Page 3



Claude Beausoleil

Trois-Rivières a son festival international. Lyon a maintenant ses Cartier de la poésie. «On a un côté un peu scout. On aime promouvoir notre art. Sans faire de concessions, bien sûr. C'est notre pari», dit le poète québécois.

Page 8



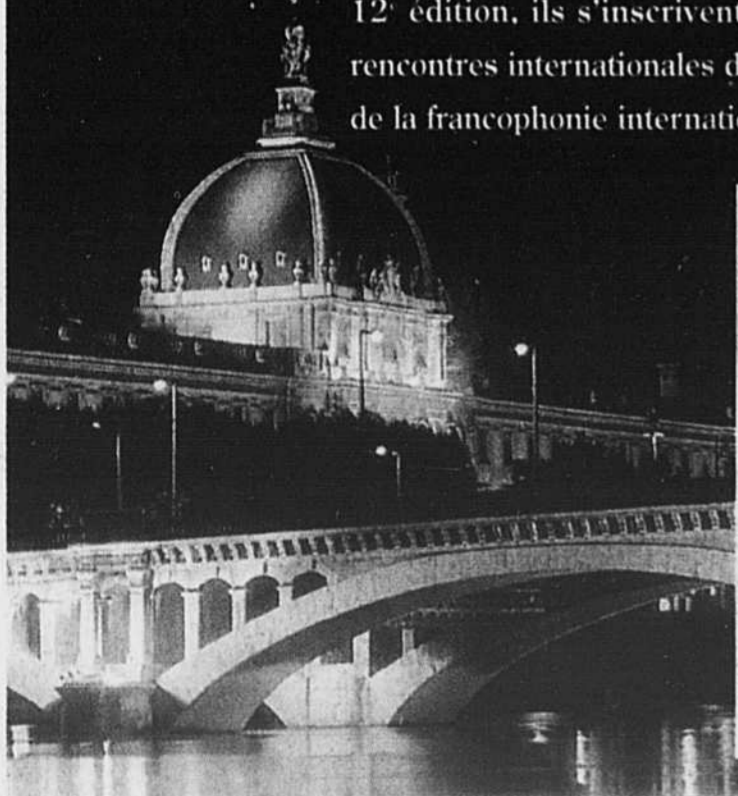
Les jours de la parole ne sont pas comptés. À voir les chefs d'État, présidents et ministres faire le tour de la planète, il faut croire qu'au temps naissant du cyberspace, l'ère de l'avion est loin d'être révolue. La force de la personne ne cède pas devant le poids des mots. Aussi, si Michel Côté, alors directeur des expositions et des relations internationales du Musée de la civilisation de Québec, n'eût échangé qu'épistolièrement, même sur le mode électronique, avec Lyon, se retrouverait-il aujourd'hui directeur du Muséum d'Histoire naturelle de Lyon? Nul ne le sait.

Entre Lyon et le Québec, il existe une relation que les deux partenaires entretiennent et privilégient. Si une explication peut en être trouvée dans ce lien historique qui unit la France et le Québec, qui va au delà du seul fait de la langue commune, il faut dire ici l'importance d'un cadre précis d'échanges. En 1984, un homme, Alain Bideau, venu compléter quelques années plus tôt à Montréal sa formation de démographe, fonde le Centre Jacques Cartier. Le titre trouvé, qui identifie l'organisme, dit déjà que l'on parle de découvertes, d'échanges. Cela se concrétise encore plus lorsque sont lancés les Entretiens Jacques Cartier, un ensemble de forums présentés simultanément où universitaires, politiques, chercheurs, économistes et spécialistes de toutes les disciplines se réunissent autour d'un thème précis. L'an dernier, ils venaient ainsi de vingt-cinq pays et le cercle va s'élargissant, les thématiques et sujets retenus se retrouvant, dans 80 % des cas, conservés sous forme de publications spécialisées.

Entre Lyon et le Québec, non seulement les personnes se déplacent, mais les idées et les concepts s'échangent. S'il y a un an on disait à Lyon du muséum local que ces «parrains» étaient québécois, cette année on pourrait dire que les Cartier de la poésie présentés dans les cafés et restaurants lyonnais, non sans difficultés parfois, ont des origines trifluviennes: les organisateurs de l'événement, qu'accompagnait alors Alain Bideau, n'ont-ils point assisté au Festival international de poésie, événement tenu annuellement dans la capitale de la Mauricie? Aussi, Montréal et Lyon se donneront chacun un «jardin de proximité», deux lieux urbains où art et paysage s'associent.

Québec sur Rhône

L'événement est annuel. Il se tient des deux côtés de l'Atlantique. Une fois sur quatre, il se déroule au Québec: ce sera l'an prochain, en 2000, à Montréal. Les Entretiens Jacques Cartier, une création du Centre Jacques Cartier, sont nés par la volonté du Lyonnais Alain Bideau. À leur 12^e édition, ils s'inscrivent dans ce cercle restreint des rencontres internationales de haut calibre. Un volet savant de la francophonie internationale.



Villes et régions

En ces temps économiques que nous vivons, où les retombées doivent être quantifiables, tous les secteurs économiques sont rejoints par ses échanges. Il y a bien sûr jumelage entre Montréal et Lyon, mais la tenue des Entretiens permet-elle d'expliquer que la région Rhône Alpes maintient toujours à Montréal son bureau d'affaires, quand celui de Toronto n'existe plus? Seule région française à posséder un bureau permanent, au services des PME régionales et québécoises, elle a contribué à établir à ce jour près de 220 relations commerciales ou techniques. Montréal est ainsi la tête de pont américaine de cet outil de développement qu'une région française s'est donné.

Mises en relation permanente des personnes, liens continus maintenus entre deux régions, c'est cela, les Entretiens Jacques Cartier. Mais il tiendrait de la haute voltige de vouloir déposer des prévisions sur les retombées des rencontres tenues en ce début décembre 1999. Si l'atelier portant sur les disparités et l'exploitation sexuelle des enfants aura pour suite des mesures policières concrètes à cet égard, il reste à conclure les suites pour le Bureau international des droits de l'enfant que dirige la juge Andrée Ruffo. Il est aussi difficile d'imaginer les résultats appliqués découlant de forums portant sur la solution catalytique, l'agriculture biologique, les interfaces des matériaux avancés, les marqueurs nucléaires ou la numérisation. Car les Entretiens Jacques Cartier sont une série de forums, 16 au total cette année, tenues simultanément, sans qu'il y ait de thématique générale imposée. Toutefois, des recoupements semblent possibles quand des échanges se font, comme cette année, sur les espaces périurbains, les villes du patrimoine mondial, la conservation ou les espaces publics. Tout comme il y avait aussi un volet jeunesse plus imposant.

Il faut cependant retenir, en prévision de la tenue, en décembre 2000, à Montréal, des 13^e Entretiens, que si l'économique aura alors plus d'importance, ce qui comptera alors sera la nature même du forum: une place publique où des citoyens concernés, venant des deux côtés du continent, et d'ailleurs, échangent, le sujet de départ fourni étant des communications de haut niveau des spécialistes des disciplines.

Tout cela parce qu'un homme, Alain Bideau, se reconnaît une dette envers le Québec.

Normand Thériault

VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL
page 2

MONTRÉAL ET LYON
page 2

VIVRE AVEC LA VILLE
Page 4

EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS
Page 5

HISTOIRE DE VINS
Page 6

AGRICULTURE BIOLOGIQUE
Page 7

ENTRETIENS JEUNESSE
Page 7

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Villes du patrimoine mondial

Tourisme historique

Plus d'une centaine de villes sont autant de joyaux de l'humanité

Être inscrites au répertoire des villes du patrimoine mondial procure aux heureuses élus de nombreux avantages. Et quelques inconvénients. Tant pour les résidents que les visiteurs. Ainsi, si certaines villes veulent accentuer la fréquentation touristique, d'autres cherchent plutôt à la juguler. Pour le directeur général de la Ville de Québec, Serge Viau, il faut contrer «le grand nivellement universel vers le bas, vers le confort standardisé, vers la facilité». Nouveaux défis pour villes anciennes.

NORMAND CAZELAIS

Elles sont maintenant plus d'une centaine. Leurs noms attirent les regards. Et la considération universelle. L'UNESCO les a inscrites au nombre des villes du patrimoine mondial. Elles sont autant de joyaux de l'humanité. Nulle surprise à ce que les touristes s'y intéressent. Avec les avantages et désagréments que cela peut causer. Vivre avec la gloire n'est pas toujours aisé.

Quels changements cette inscription a-t-elle entraînés dans la dynamique de ces villes, dans la vie et le bien-être de leurs résidents — et de leurs visiteurs? Quelles actions leur faut-il prendre pour assurer à long terme un équilibre garant de ce développement durable dont tout le monde parle? Déjà, en 1998, le colloque que le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS) avait tenu à Évora au Portugal avait identifié les «défis et les opportunités du tourisme» que doivent saisir les villes du patrimoine mondial.

Québec, Saïda ou Venise

D'emblée, s'imposent des différences de taille entre elles. Toutes n'ont pas le même gabarit spatial ni démographique. Elles n'ont pas non plus la même trame historique: Québec, malgré ses vieilles pierres, n'a pas l'âge vénérable de celles des continents plus anciens, alors que Prague ou Saïda ont connu de profondes transformations qui ont épargné Venise ou Florence. Le fondement même de leurs valeurs architecturales et culturelles varie de l'une à l'autre; leurs équipements sont également fort distincts.

Et, plus encore, comme l'ont démontré les sept cas présentés (Édimbourg, Porto, Prague, Saïda, Lviv en Ukraine, Lyon et Québec), le tourisme n'y remplit pas les mêmes fonctions et occupe une place qui se module de bien des façons

dans leur économie: si certaines villes veulent accentuer la fréquentation touristique, d'autres cherchent plutôt à la juguler.

Déjà, du point de vue de leurs habitants, le contact régulier avec des flots de visiteurs crée sa part de problèmes. Fondamentalement, les résidents ne perçoivent pas leur ville, fût-elle du patrimoine mondial, comme un lieu touristique mais comme leur espace ordinaire, celui qui leur appartient et auquel ils s'identifient. C'est là où ils travaillent, résident et exercent leurs activités quotidiennes. Ils en ont une connaissance empirique et fortement intimiste.

Les visiteurs, à l'inverse, se déplacent vers ces villes: elles sont pour eux des lieux touristiques. Ils les placent sur une sorte de piédestal, sinon pourquoi s'y rendraient-ils? Consciencement ou non, ils leur accordent un sceau de qualité qui s'identifie à une certaine conception du mieux-être, à une certaine conception également de la beauté. Les relations entre les deux groupes peuvent donc être souvent marquées de mécontentement et même d'orages, d'autant plus que, pour beaucoup de visiteurs, ce sont l'histoire, l'architecture et tout le contexte culturel de ces villes qui en constituent les attraits essentiels et non les gens qui y vivent.

Contre les effets pervers

Le directeur général de la Ville de Québec, Serge Viau, a résumé la situation en ces termes: «Autant l'activité touristique représente une force économique de développement et une nécessité en environnement historique — puisque celui-ci est un support essentiel du tourisme culturel en forte croissance —, autant elle est génératrice d'effets pervers qui risquent à terme de détruire un tel environnement ou, du moins, de le banaliser au point d'en faire disparaître tous les traits distinctifs.»

Alors, comment réagir? Quelle ligne de conduite doivent — ou peuvent — adopter ces villes dites du patrimoine mondial devenues l'objet de la curiosité et de l'intérêt de l'humanité?

«Le plus difficile, a-t-il observé, reste d'établir une planification, une mise en œuvre et un contrôle qui impriment un caractère de durabilité, certes, mais aussi de respect vis-à-vis des spécificités et des originalités de chaque environnement. La tentation demeure grande de favoriser les actions à courte vue, à court terme. De nos jours nous sommes devenus impatient, préoccupés par un bien-être immédiat, ayant beaucoup de mal à prévoir, à prédire, dans un univers en changement constant, les impacts réels de nos décisions. C'est le grand nivellement universel vers le bas, vers le confort standardisé, vers la facilité.»

«Il appartient, a-t-il conclu, aux pouvoirs publics, même s'ils subissent les pressions croissantes des groupes économiques, sociaux et politiques encore trop orientés vers l'action et donc le profit à court terme, de définir une vision. Il leur appartient d'établir une planification, de favoriser une prise de conscience et une appropriation de nos environnements aptes à garantir cette durabilité et la protection de cette diversité qui construit la richesse commune et universelle.»

Défis communs

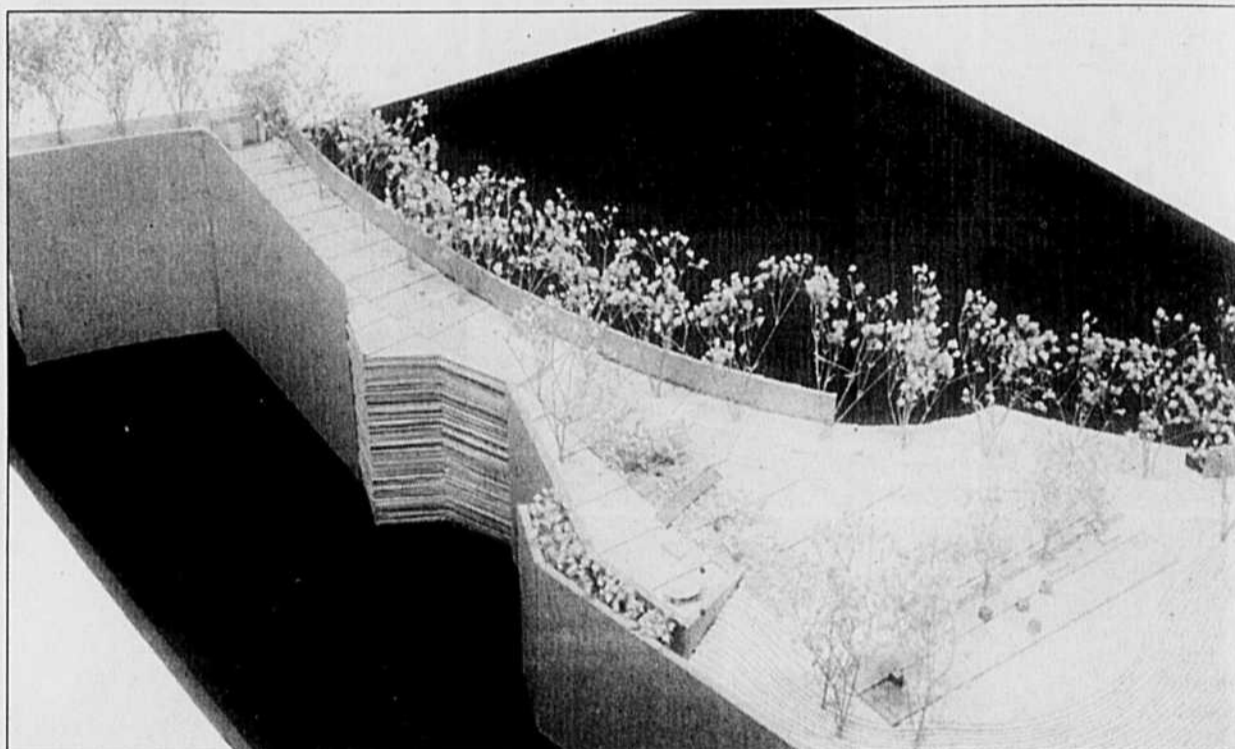
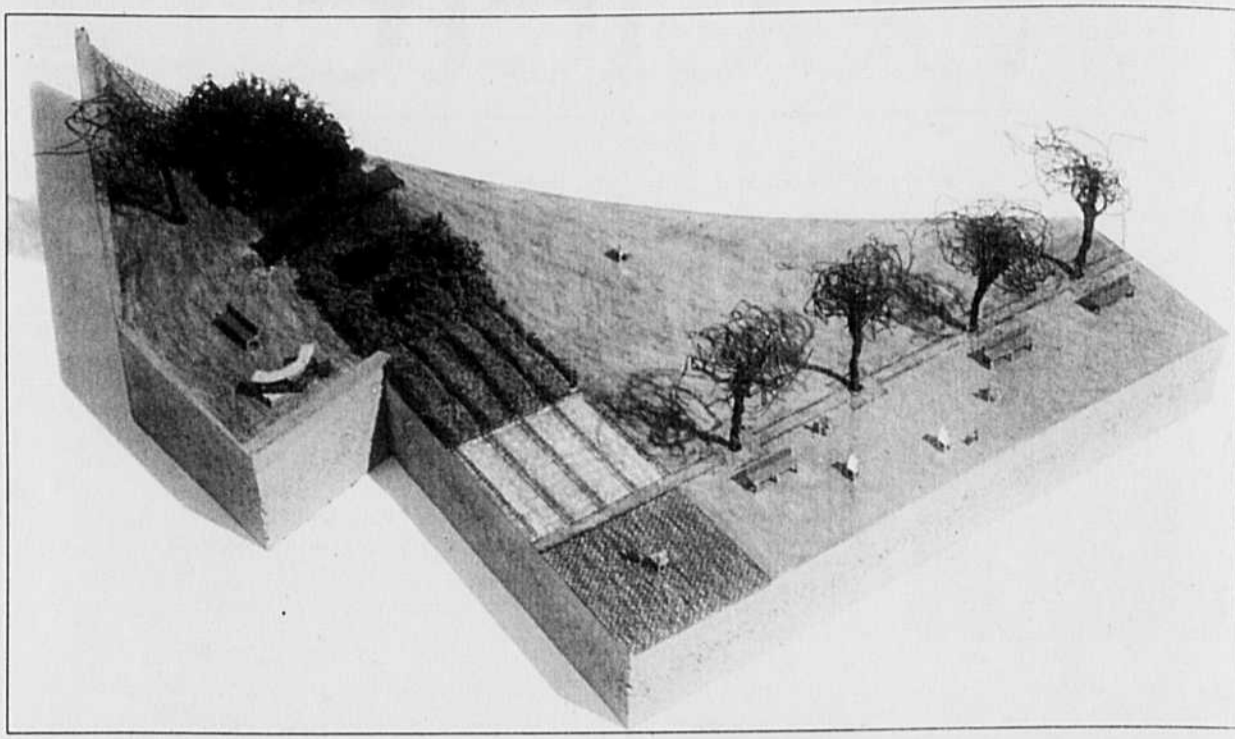
Dans son mot de clôture, le géographe et juriste Henri Dorion a dégagé, «nonobstant les différences évoquées» entre les villes du patrimoine mondial, six enjeux qui représentent autant de «défis communs»:

- allier l'offre et la demande, tant sociales, culturelles qu'économiques, dans le réseau des échanges touristiques;
 - concilier la réalité de ces villes et l'image «souvent différente» que s'en font le reste de l'humanité en général et les touristes en particulier;
 - trouver un équilibre entre la qualité de vie de leurs citoyens et la «réponse à la demande touristique»;
 - établir des relations harmonieuses entre ces résidents et les gens qui visitent leurs villes;
 - faire du tourisme un facteur de développement culturel et social et non seulement économique;
 - harmoniser le respect du passé et de la mémoire historique avec les impératifs de la modernité.
- Vaste programme...

Montréal et Lyon

Échanges de jardins

Montréal et Lyon se donnent des «jardins de proximité»



GUY L'HEUREUX

Deux maquettes du projet de jardin de proximité au belvédère attenant à la place Abbé-Larue, à Lyon. Le projet a été conçu par l'urbaniste Réal Lestage, le sculpteur Michel Goulet et l'architecte du paysage Julie St-Arnauld.

ANTOINE ROBITAILLE

Le 8 décembre, jour donc de la fête de la Lumière dans la cité des canuts, sans nécessairement de lien de cause à effet avec la tenue des Entretiens Jacques Cartier, a été paraphé une entente de partenariat entre les villes de Lyon et de Montréal. Cette entente donnait l'aval à la mise en œuvre de deux espaces publics, à savoir des «jardins de proximité», de part et d'autre de l'Atlantique.

Devant une brochette d'invités, Denise Larouche, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et chargée des affaires culturelles, a souligné que «ces deux projets consti-

tuent une occasion unique de marquer, de manière durable, toute l'amitié et la coopération qui se sont développées depuis vingt ans entre Lyon et Montréal» dans les domaines économique, culturel, universitaire et social.

Inspirés du concept des *pocket parks* en vogue aux États-Unis, ces deux jardins de proximité seront des «oasis de verdure dans un environnement densément peuplé». Ils permettront le réaménagement de petits espaces des centres-villes de Lyon et de Montréal. Y travailleront, par un échange, des équipes pluridisciplinaires issues de deux milieux. Alors que l'artiste Jean-François Gavoty et des paysagistes lyonnais concrétise-

ront leur projet sur les 700 mètres carrés de la place Jules-Ernest-Laforce à Montréal, tout près des rues Viger et Berri, trois Montréalais, l'architecte du paysage Julie St-Arnauld, l'artiste Michel Goulet et l'urbaniste Réal Lestage, feront émerger, place Abbé-Larue à Lyon, sur la colline de Fourvière, un jardin composé d'un belvédère, d'une terrasse et d'une suite d'agencements thématiques «évoquant la stratification de Montréal, du fleuve au mont Royal».

Les premiers travaux commenceront au printemps et les jardins devraient être inaugurés l'automne suivant. Montréal compte y consacrer 500 000 \$ et Lyon, l'équivalent de 750 000 \$.

Entretiens 2000

Rendez-vous à Montréal en décembre prochain

Raymond Barre, Jean Daniel, Philippe Séguin, Bob Rae, Michel Seymour, Philippe Mériou, voilà quelques invités de la treizième édition des Entretiens Jacques Cartier qui aura lieu, en décembre 2000, à Montréal. Les thèmes économiques auront alors à nouveau la vedette.

ANTOINE ROBITAILLE

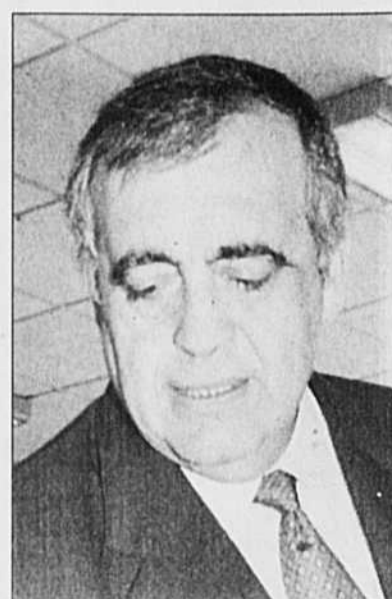
En octobre 2000, comme il est de coutume une fois tous les quatre ans, les Entretiens Jacques Cartier auront lieu à Montréal. Numérotologie ou pur hasard: treize thèmes de colloques ont déjà été arrêtés pour cette... treizième édition des Entretiens qui seront co-organisés avec l'Université de Montréal, comme ce fut le cas en 1988, 1992 et 1996. Pour l'UdeM, ce sera comme un deuxième congrès de l'Acfas dans la même année, car elle sera l'hôte, en mai, du fameux rassemblement des chercheurs québécois.

Parmi les sujets au programme des Entretiens 2000, notons le retour d'un thème qui réunira les élites économiques. En effet, alors qu'on avait insisté ces dernières années sur le Carrefour technologique et sur un soi-disant «virage économique» des Entretiens Jacques Cartier, l'édition 1999 ne contenait aucun colloque de cette nature. Un coup de barre est donc prévu, en l'an 2000, avec le colloque «De l'idée au produit» qui permettra aux acteurs de différents domaines, comme les biotechnologies, la mode, le design, le multimédia et les technologies de l'information, d'échanger sur les processus d'innovation, de recherche universitaire et de transfert technologique. Hugo Séguin, adjoint de Raymond Bachand, p.-d.g.



ARCHIVES LE DEVOIR

Raymond Barre



REUTERS

Philippe Séguin



SYLVAIN MARRIÉ

Bob Rae



ARCHIVES LE DEVOIR

Prague a connu de profondes transformations qui ont épargné Venise ou Florence

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Alain Bideau

La critique et les retombées

L'organisateur des Entretiens Jacques Cartier affiche sa complicité avec le Québec

Il loue la suite qu'habitait Jacques Chirac lors de la tenue du dernier G7. Il a le sourire et le cigare au bec. Il sait répondre à tous ses détracteurs. Idéateur, il connaît le succès, lui qui est presque certain de remporter le 7^e arrondissement de Lyon, aux prochaines élections municipales. Et, depuis la fin des années 70, il travaille pour le Québec: «Ce pays m'a beaucoup donné. Ma formation informatique, par exemple. Je veux lui en rendre une partie.» Alain Bideau est le président du Centre Jacques Cartier.

Les acteurs Carole Bouquet et Roger Moore, qui ont déjà partagé le plateau de tournage d'un James Bond, militent tous deux pour la cause de l'enfance maltraitée. Ils ont participé à l'ouverture du colloque *Les Disparitions et l'exploitation sexuelle des enfants*, ce qui a attiré les médias en masse. Alain Bideau rétorque que «cela permet de faire connaître les Entretiens au grand public». Et il insiste: «Ce n'est pas moi qui les ai invités.» Enfin, il note que Carole Bouquet «n'est certainement pas venue en tant qu'actrice: elle n'était pratiquement pas maquillée et habillée plutôt sobrement». D'ailleurs, il confie un «scoop»: «Elle m'a dit qu'elle reviendra me voir le mois prochain pour que l'on travaille ensemble à un programme qui aiderait les enfants à l'hôpital Lyon Sud.»

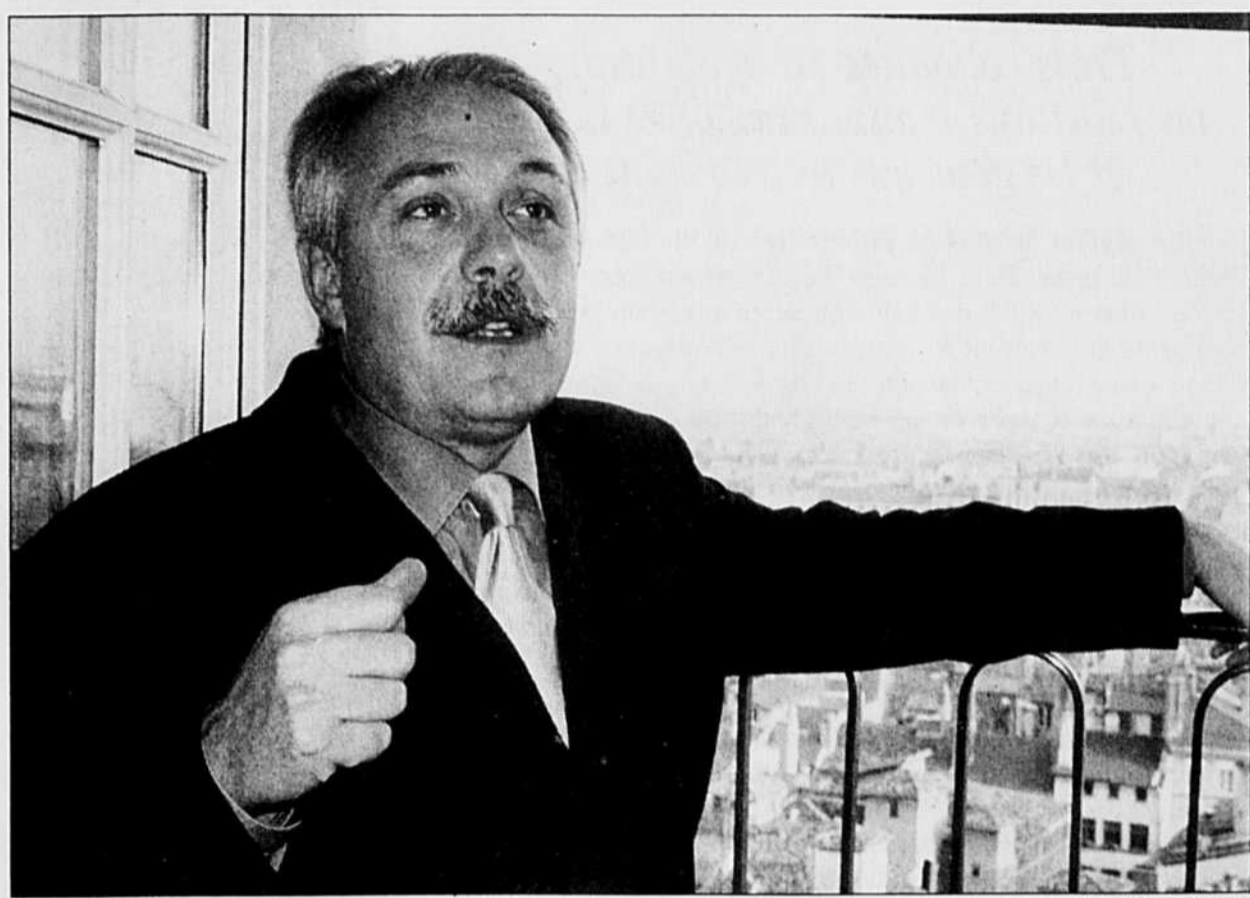
Le Québec

Chose certaine, Alain Bideau est un ami du Québec: «Je suis un des Français qui connaissent le mieux la société québécoise. Mais ça, c'est à vous de le dire, pas à moi!» Il en est tombé amoureux à la fin des années 70 lorsqu'il est venu parfaire ses études en démographie. «Ce pays m'a beaucoup donné. Ma formation informatique, par exemple. Je veux lui en rendre une partie par cette coopération.»

Et à l'écouter sur la situation des universités, il semble que le Québec en ait bien besoin! «Quand je suis arrivé au Québec il y a vingt ans, pour un universitaire, c'était un pays de cocagne; il y avait des moyens. À cette époque, nous, en France, étions très en retard. Vingt ans après, il semble que ce soit le contraire. Nous avons plus de moyens, plus d'argent qu'avant. Alors que mes collègues québécois sont parfois un peu dans la situation où l'on se trouvait il y a 20 ans. C'est sans doute le reflet d'une crise universitaire québécoise.»

Des retombées

Au reste, il se dit assez fier des échanges entre le Québec et la région Rhône-Alpes suscités directement ou indirectement par le Centre Jacques Cartier. La plus récente «retombée»? L'embauche d'un Québécois, Michel Côté, et de son expertise muséolo-



ANTOINE ROBITAILLE

Toujours mille projets dans son sac, Alain Bideau. Certains auxquels il vient juste de penser et qu'il oubliera sans doute aussi vite. D'autres qui prendront bel et bien forme et dureront, comme ce Centre Jacques Cartier, fondé en 1984, et les Entretiens, qui viennent de connaître leur douzième édition.

gique unique, à la tête d'une des grandes institutions culturelles lyonnaises, l'ancien Museum d'histoire naturelle. M. Côté était jadis responsable des relations internationales au musée de la Civilisation du Québec et est entré en fonction au début de l'autisme avec pour mandat de refonder ni plus ni moins ce musée.

Autre échange: Alain Bideau n'est pas peu fier que l'expertise lyonnaise en matière d'éclairage des bâtiments et des places publiques ait été importée à Québec et à Montréal. Lyon est une ville de lumière à plusieurs égards. De même, des artistes lyonnais ont formé les Québécois qui ont peint la *Fresque des Québécois*, dans le

Vieux-Québec. Le modèle était celui des fameux «murs peints» de Lyon. «Et il est question qu'il y en ait une à Montréal», s'enthousiasme notre homme, en référant à son «ami Daniel Latouche, de l'INRS» pour plus de détails. Pourquoi pas?

Notons aussi que le sculpteur québécois Michel Goulet, créateur des chaises si particulières du parc Lafontaine (*Les Leçons singulières*), était à Lyon au moment des Entretiens, parce qu'il se prépare à y installer une œuvre. Ce ne serait pas étranger à l'action du Centre Jacques Cartier.

«Des retombées, il y en a bien d'autres!», lance soudain Alain Bideau, qui mentionne les bourses

consenties à des centaines d'étudiants rhône-alpins qui viennent chercher des diplômes au Québec. Flattant un peu le chauvinisme québécois, il rappelle que la Région Rhône-Alpes a fermé son bureau de développement économique de Toronto et a gardé ouvert celui de Montréal.

Et dire que M. Bideau est presque certain de remporter le 7^e arrondissement de Lyon, aux prochaines élections municipales! Les Lyonnais... et les Québécois, n'ont donc pas fini d'entendre parler de lui. En attendant, il est possible de se tenir informé de ses multiples activités en visitant le site Web de son organisation électorale: www.le7.gagnant.org

ANTOINE ROBITAILLE

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'Alain Bideau, le président du Centre Jacques Cartier, ne change pas. Organisateur fébrile, «idéateur», hyperactif. Il vous reçoit, cigare au bec, dans sa luxueuse chambre de la Villa Florentine, splendide «relais» perché sur les hauteurs de Lyon. Il s'y installe pendant les quatre jours (du 4 au 8 décembre) que durent les entretiens. Quand la presse locale apprend qu'il loge à cet endroit et lui reproche ce «manque de modestie», il ne s'en trouve guère attristé. Car ce chercheur en démographie, adroit aux sports et aux travaux publics du maire Raymond Barre, assume pleinement son narcissisme. «On refait une photo marrante, comme celle de l'année dernière?», me demande-t-il, mi-rieur, mi-sérieux. Il adore qu'on parle de lui, en bien ou en mal. «Vous savez, ils ne me changeront pas!» Pendant les Entretiens, *Le Progrès* publie un article dans la page «mode» s'intitulant: *Un homme, un style: Alain Bideau*, où cet amateur de beaux vêtements se confie: «Avec Michèle, ma femme, nous aimons parcourir les capitales étrangères, côté mode, pour mieux les comprendre.»

Entre deux bouffées de cigare et un sourire complice, il fait savoir que nous nous trouvons dans «la suite que Chirac a occupée lorsque le Sommet du G7 a eu lieu à Lyon! Heureusement que Gérard Angèle [journaliste politique du Progrès] ne savait pas ça!».

Alain Bideau est un ami du Québec: «Je suis un des Français qui connaissent le mieux la société québécoise.»

Un homme de reparties

La critique ne l'énerve pas. Au contraire. Qu'on lui rapporte qu'un des colloques n'était fréquenté que par quelques stagiaires; qu'un autre n'a pas donné lieu à la publication d'actes; que certains conférenciers québécois se plaignent qu'il n'y a pas assez d'interactions avec les participants dans la salle, il a toujours une réponse, souvent chiffrée, qu'il sert du tac au tac. Exemple: «Ah non! sourit-il, on ne peut pas dire cela des entretiens qui, dans 80 % des cas, publient des actes de colloques dans les deux ou trois ans après leur tenue.» Autre exemple, concernant les inscriptions: «Faux! En 1999, on a battu les records d'inscriptions, et cette année 15 % des inscrits étaient des étrangers; 20 % étaient de jeunes «doctorants». Demandez à mon adjointe de vous fournir les listes!»

Cette année, on a critiqué une certaine «médiatisation» des Entretiens.



Il y a déjà plus d'une décennie que les Entretiens Jacques-Cartier constituent un forum privilégié, où les relations se tissent et l'histoire s'écrit.

Chercheurs, chefs d'entreprises et dirigeants politiques viennent y échanger sur de nombreux enjeux contemporains. En mettant ainsi tous ces gens en relation, les Entretiens aident à l'actualisation des connaissances, dans un monde où elles sont la plus précieuse richesse.

Les Entretiens fournissent également aux Français et aux Québécois une occasion supplémentaire de se mieux connaître. Cette connaissance mutuelle se nourrit, on le sait, de la vitalité de la coopération institutionnelle, des échanges culturels, économiques et touristiques.

Je salue cette initiative du Centre Jacques-Cartier, de la Région Rhône-Alpes et de Lyon et souhaite la bienvenue à Montréal aux XIII^e Entretiens, en 2000.

Louise Beaudoin

Ministre des Relations internationales

Ministre responsable de la Francophonie

Ministre responsable de la Charte de la langue française

Québec

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

URBANISME

Vivre avec la ville

Trois colloques pour identifier les relations mouvantes entre la ville et les gens qui la fréquentent

La ville devient de plus en plus le lieu de vie des sociétés — à l'échelle du globe. Dans les pays d'économie avancée, elle absorbe souvent plus de 80 % des habitants alors que, dans les régions et continents qui aspirent à les rejoindre, la croissance urbaine progresse à un rythme exponentiel, le plus souvent de façon désordonnée sinon anarchique. Selon le contexte, un constat s'impose: il faut apprendre ou réapprendre à vivre dans la ville.

Trois colloques des Entretiens Jacques Cartier ont porté leurs regards sur les relations mouvantes entre la ville et les gens qui la fréquentent, qu'ils en soient des résidents ou des visiteurs venus de l'extérieur. Leurs thèmes exprimaient la diversité de ces relations: «Les villes du patrimoine mondial et le tourisme», «Les espaces naturels péri-urbains» et «Espaces publics, architecture et urbanité».

En apparence fort différents les uns des autres, ces axes de réflexion rejoignent des dimensions reflétant des préoccupations convergentes, comme en témoignent leurs sous-thèmes respectifs: «Habitants et touristes: pour un développement durable», «Une chance et un défi pour la ville», «Une nouvelle culture de l'aménagement des villes».

Textes de Normand Cazalais



Cap-Saint-Jacques, un bel exemple de parc périurbain sur l'île de Montréal.

ARCHIVES LE DEVOIR

Les jardins des citoyens

Aménagement et gestion des parcs naturels périurbains

Ils sont trois: Claude Pilonel, Claude Léger et Serge Robillard. Ce qu'ils ont en commun: la responsabilité de planifier, gérer et aménager de grands espaces à la périphérie des villes. S'ils se différencient, c'est par leur double origine, lyonnaise et montréalaise, ou le fait d'œuvrer en entreprise publique ou privée. Ils s'entendent toutefois pour rendre accessibles ces vastes espaces naturels sis à proximité de leur ville que sont les parcs publics périurbains.

Par la densité de leur bâti, les villes condensent l'espace. Les fonctions résidentielle, commerciale, institutionnelle et industrielle y occupent la majeure partie des superficies disponibles et intensifient les contacts entre les personnes qui y vivent. Au point que, pour échapper à un étouffement latent, les villes cherchent à aérer, à laisser respirer cet espace, soit en son cœur même, comme dans le cas de Central Park sur l'île de Manhattan à New York, soit à leur couronne extérieure, comme dans le cas des parcs du Bois-de-Boulogne et de Vincennes aux sorties de Paris.

La mise en valeur d'espaces naturels périurbains, proposant tout à la fois des objectifs de conservation et activités de loisir, a pris une place stratégique dans ce que les spécialistes appellent «l'aménagement de la ville». De tels espaces ne cessent de se multiplier. Nombre d'expériences de gestion et de mise en valeur ont vu le jour, de même que divers «réseaux verts», sans avoir apporté des solutions totalement satisfaisantes pour assurer la protection des milieux naturels tout en les ouvrant au public et pour choisir les modes de gestion les plus appropriés.

Le parc nature de Mirabel-Jonage

La deuxième ville en importance en France avait un exemple à proposer à l'attention — et à la visite — des participants. À dix kilomètres à peine de son centre, le parc naturel de Mirabel-Jonage offre, dans la plaine du Rhône, un domaine naturel de 3000 hectares, ce qui le classe parmi les plus grands parcs du genre de toute l'Europe. Facile d'accès, il reçoit chaque année trois millions et demi de citoyens. Créé pour «promouvoir de nouvelles relations entre les mondes urbain et rural, entre la ville aménagée et la nature préservée», il sert tout autant à la promenade et à l'alimentation en eau potable de l'agglomération qu'à répandre les crues du fleuve en période de hautes eaux.

D'entrée de jeu, Claude Pilonel, vice-président chargé de l'environnement à la Communauté urbaine de Lyon et président du parc en question, a rappelé que ce dernier s'est développé en partenariat avec des organismes d'Etat tels EDF et la Caisse de dépôts et de consignation, et avec des entreprises privées, telle la Compagnie générale des eaux. Les parcs périurbains, a-t-il affirmé, «sont des défis pour les villes, car nous sommes souvent plongés dans une réflexion économique primaire où l'homme n'a guère de place». Il en résulte des «déprédations et une tension paysagère» suscitées par les «politiques d'extension en tache d'huile qui ont imposé des laideurs» dans les entrées de ville, un «cumul des handicaps», un «espace jetable». Outre la protection de la «dynamique naturelle», ces espaces jouent, croit-il, un «rôle social d'insertion dans la ville», puisqu'ils sont des lieux d'étude, d'éducation et de sensibilisation, des lieux «d'apprentissage de la citoyenneté».

Pour le directeur général de la Communauté urbaine de Montréal, Claude Léger, le contexte nord-américain diffère sensiblement de celui qui prévaut en Europe où «l'espace est restreint, que ce soit dans les zones agricoles ou urbaines», où justement il est géré «en fonction de son exiguité». À l'inverse, à la CUM, l'aménagement et la gestion du territoire relèvent, «à bien des égards, de la gestion des fantasmes» dont l'un des plus répandus consiste à associer l'Amérique et le Québec à «l'univers des grands espaces».

Une île dans un archipel

«Chez nous, a-t-il relevé, chaque famille réclame sa

propre portion de ces espaces perçus comme infinis, comme s'il s'agissait d'un droit, d'un héritage. Les citoyens de la CUM — comme tous les autres — veulent à la fois la vie urbaine vibrante et l'accès à des espaces verts, voire sauvages.» Le fait que le territoire de la CUM, où vivent 1,8 million de personnes dans 29 municipalités distinctes, soit une île, inscrite au surplus dans un archipel au sein du Saint-Laurent, rend cet aménagement et cette gestion encore plus complexes et délicats. D'où les questions: «Comment gérer dans la pratique un équilibre nécessairement instable et fatalement évolutif? Comment assurer son maintien sans étouffer la croissance qui elle-même peut conduire à la saturation urbaine?»

Après avoir présenté les origines des «grands parcs régionaux» (du Bois-de-Saraguay, du Cap-Saint-Jacques, de l'Anse-à-l'Orme, etc.) apparus sur l'île de Montréal et leur prise en charge par la CUM, Claude Léger a insisté sur le recours «systématique à des consultations publiques» portant sur l'aménagement du réseau: «Cette manière de faire — que nous appelons l'approche-client — reflète notre notion du patrimoine, entendue ici dans le sens de propriété collective sans que cela ait de connotations historiques ou autres. Car notre principal axe stratégique de développement ne relève pas d'une tradition séculaire à l'europpéenne, mais davantage d'une réponse politique et administrative à des attentes très contemporaines des usagers de ce patrimoine.»

Tout comme Claude Pilonel, le directeur de la CUM a souligné, le partenariat avec les municipalités, les organismes sans but lucratif, l'entreprise privée et les groupes de bénévoles que cette «forme de gestion» implique. Mais dans un contexte de restrictions budgétaires, le problème du financement prend plus d'acuité et oblige à envisager d'autres avenues et, au premier chef, la tarification des services, solution qui «à ses limites» puisqu'elle ne doit «sous aucun prétexte restreindre l'accès des parcs aux moins nantis».

Le privé et le public

Fort de la réalisation de plus de 70 mandats en une quinzaine d'années, Serge Robillard, président de la firme Sodem, est quant à lui persuadé des vertus du partenariat entre les corps publics et l'entreprise privée dans la gestion des parcs du Québec. Illustrant plus en détail son propos de l'expérience acquise au parc du Mont-Orford, il a retracé les grandes lignes de l'évolution de ce partenariat. C'est au début des années 80, quand se vivait la crise économique, que le secteur privé a commencé à prendre en charge «certaines responsabilités assumées jusque là par l'Etat»: elles se limitaient alors à la «fourniture de personnel» pour surveiller des plages, entretenir ses sentiers de ski de randonnée, gérer des concessions alimentaires ou de location d'équipement.

«L'accélération et l'ampleur du processus de délégation, a-t-il ajouté, devait se faire sentir au milieu de cette décennie et plus particulièrement au début des années 90, avec un appel à des partenaires plus importants, plus aptes à s'approprier plusieurs responsabilités dans la production d'activités et de services et, dès lors, susceptibles d'en assumer les risques financiers.» Mais, à ses yeux, ce partenariat n'a pas pris son essor dans «une nouvelle philosophie de gestion mais dans un souci de trouver une réponse stratégique aux coupures gouvernementales» qui s'est traduite par une rationalisation des dépenses et un désengagement progressif de l'Etat.

«Dans ce contexte, a-t-il poursuivi, l'entreprise commerciale se verra progressivement évacuée des parcs, au profit d'organismes qui devraient théoriquement assurer une plus grande complexité avec les gestionnaires des parcs. Cet objectif n'a pas toujours été atteint. Ainsi, au temps de la délégation, à la fin de 1999, 11 des 15 parcs du réseau québécois faisaient l'objet d'une délégation. La décision gouvernementale du 1^{er} avril dernier de confier à la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) la gestion des parcs québécois modifiera complètement la situation. Les mois qui viennent seront lourds de conséquences tant pour la SEPAQ que pour les quelques entreprises qui avaient accompagné, jusqu'ici, l'Etat dans le développement et la gestion des parcs.»

Retrouver l'urbanité

Espaces publics et architecture

Par des actions concertées visant la mise en valeur du patrimoine bâti et l'amélioration du cadre urbain, les villes nouvelles se construisent. Cette activité donne un nouveau sens au mot «urbanité», qui exprime aujourd'hui «ce qui fait la qualité reconnue par les habitants d'un espace urbain».

Dans la langue courante, le terme urbanité fait un peu vieillot. Dérivé du latin *urbanitas*, «qui a les qualités de l'homme de la ville», il signifie, selon le Robert, «la politesse ou entre beaucoup d'affabilité naturelle et d'usage du monde».

Ce terme, presque oublié, a été depuis quelques années «réinvesti d'une signification nouvelle» dépassant celle de la politesse. Aux yeux des organisateurs du colloque «Espaces publics, architecture et urbanité», il exprime aujourd'hui «ce qui fait la qualité reconnue par les habitants d'un espace urbain, particulièrement des espaces publics».

Revitalisation de la ville

Cette revitalisation de l'urbanité se

rait liée à la relation paradoxale que les sociétés occidentales entretiennent avec leur architecture. Dévalorisée, mal perçue, l'architecture moderne souffre d'être associée à «l'industrialisation de l'habitat» et à la «crise des grands ensembles de logements sociaux». Pourtant, les exemples sont nombreux, à Valladolid en Espagne, à Mexico, à Avignon, à Montréal ou ailleurs: les villes redécouvrent que l'architecture «héritée» constitue «le premier élément de leur patrimoine» et qu'elles peuvent développer, par une architecture qui ne se limite pas aux seuls édifices, une «stratégie d'espace dynamique». Et qu'elles peuvent, en conséquence, élaborer des «politiques de renouvellement de leurs espaces publics».

Autant est étroite l'union entre l'urbanisme et l'architecture, autant les espaces publics ne peuvent être dissociés des villes dont ils font partie: c'est le fondement même du projet urbain qui s'est répandu depuis quelques décennies.

Par cette approche, qualifiée de «processus» par certains, l'architecte participe désormais pleinement, avec les ingénieurs, paysagistes, artistes, géographes et sociologues — et aussi avec les résidents eux-mêmes —, à la reconstitution des paysages urbains, gages de la «qualité retrouvée de la ville».

Contrairement aux autres événements des Entretiens Jacques Cartier, qui eurent tous lieu en divers endroits de l'agglomération lyonnaise, ce colloque s'est tenu à l'entrée des Alpes, à Chambéry plus exactement, où des espaces publics, tant des quartiers périphériques que du centre-ville, font l'objet d'actions concertées visant la mise en valeur du patrimoine bâti et l'amélioration du cadre urbain.

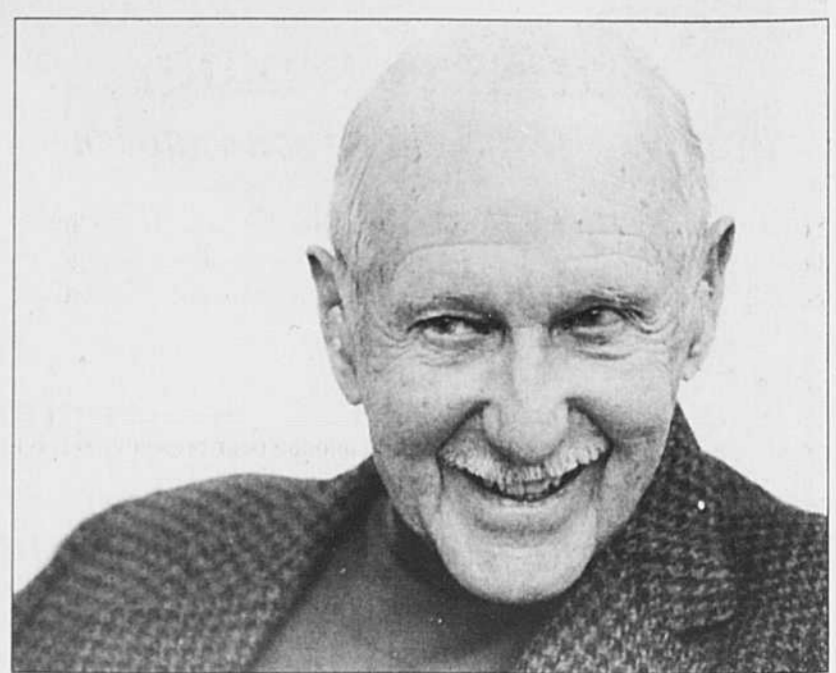
Pierre Dansereau et les parcs périurbains

Des lieux comme autant d'outils de développement de l'écologie humaine

L'homme a-t-il encore besoin de présentation? Rendu à un âge où les autres nous trouvent souvent trop vieux pour contribuer activement à la société, Pierre Dansereau, biologiste, écologiste avant la lettre, couronné de multiples prix prestigieux, apporte toujours sa contribution à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université de Montréal. Il démontre surtout une vivacité d'esprit et des préoccupations qui le maintiennent à l'avant-scène des débats. Aux Entretiens Jacques Cartier comme ailleurs.

A son avis, les parcs périurbains sont des «outils de développement de l'écologie humaine»: «Vous savez, ces parcs peuvent servir plusieurs fonctions, depuis le maintien d'espaces verts à proximité d'aires plus ou moins densément construites et la récréation des citoyens jusqu'à la préservation d'îlots de la végétation et de la faune primitive de la région. Les bénéfices sont nombreux: l'esthétique et l'hygiène du paysage en profitent, la biodiversité est mieux maintenue, la santé physique et sociale des hommes y trouve son profit, l'étude des écosystèmes naturels et modifiés par l'homme y progresse et, fait important, la prise de responsabilité des citoyens s'y exerce.»

«La pensée écologique — ou serait-ce l'écologisation de la pensée? — nous amène à une synthèse interdisciplinaire où la planification d'un espace périurbain bénéficie de concepts et de méthodes mieux intégrés. Une politique écosystémique est prometteuse d'échanges valables entre l'institution elle-même et son milieu immédiat, son personnel et ce que j'appelle sa clientèle physique, ses responsables et ses correspondants.»



Pierre Dansereau

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«C'est pourquoi je collabore au projet du Parc agricole du Bois-de-la-Roche qui fait partie, à l'extrémité ouest du territoire de la Communauté urbaine de Montréal, d'un réseau d'espaces ouverts au public. Ce parc a pour matière l'agriculture et, pour moyen, une muséologie éducative. N'est-ce pas merveilleux? L'écologie humaine est la science qui a inspiré ce projet; elle ouvre une nouvelle voie à l'aménagement du territoire et permet, par ses réalisations, de mieux répondre aux demandes de la société.»

«Seule l'agriculture ne bénéficie aujourd'hui d'aucune protection ayant la force de préserver l'héritage rural avec la même efficacité que les richesses naturelles et humaines. L'espace en cas doit être une ferme qui produit les plus importantes denrées végétales et animales de sa région selon le régime d'exploitation usuel. Ce n'est donc pas un musée mais une ferme vivante, visant la rentabilité, même si la superposition d'un cadre pédagogique peut entraîner des coûts pouvant sembler «anormaux».

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Exploitation sexuelle des enfants

Un crime planétaire

Malgré une avalanche de textes et de déclarations, la pédophilie sévit toujours

Les mécanismes juridiques et les outils pour contrer l'exploitation sexuelle des enfants sont-ils insuffisants? Voilà la question qui se trouvait en toile de fond d'un des colloques majeurs de l'édition 1999 des Entretiens du Centre Jacques Cartier, organisé avec Interpol, organisation policière internationale dont le siège est à Lyon.

ANTOINE ROBITAILLE

Dix ans après l'adoption par l'ONU de la Convention internationale des droits de l'enfant, trois ans après le Congrès mondial de Stockholm sur l'exploitation commerciale des enfants, plusieurs des participants n'ont pas hésité à dire, comme Joséphine de Linde, présidente de l'organisation internationale ECPAT (End Child Prostitution and Traffic), que «ce dont nous avons besoin, ce n'est pas davantage de lois, mais des actions efficaces».

Certes, depuis l'affaire Dutroux, en 1996, qui avait ébranlé le monde en général et la Belgique en particulier, une attention particulière est accordée au sort des enfants. Raymond Kendall, secrétaire général d'Interpol, a avoué qu'il en est devenu cynique: «On dirait qu'il faut toujours qu'un événement dramatique se produise pour que les gouvernements se mobilisent. En 1996, avant que n'éclate l'affaire Dutroux, il n'y avait pratiquement pas d'inscriptions de politiques au congrès de Stockholm. Après le scandale, ils faisaient la queue pour y participer».

Le congrès de Stockholm a débouché sur un «programme d'action» signé par 122 États. Depuis, bien que 85 des ces gouvernements n'aient pas donné suite à la signature du traité, certains progrès locaux semblent avoir été enregistrés. Raymond Kendall, dans son allocution d'ouverture, citait, pour l'illustrer, une conversation entre deux pédophiles interceptée sur Internet: «Le premier demande: "Puisque tu y es déjà venu, sais-tu où je peux trouver des enfants prostitués à Manille. J'ai entendu dire qu'il y en a, mais je n'en ai jamais vus." L'autre lui répond: "Ils ont nettoyé Ermita depuis la dernière fois que tu es venu... C'est pour cela qu'il est difficile d'en trouver aujourd'hui"».

Un triste tour du monde

Mais le problème reste entier, si l'on en juge par le tableau brossé par Joséphine de Linde, de ECPAT. D'abord, il y a pour sûr l'explosion d'Internet qui devient un vrai refuge global pour les pédophiles.

Ensuite, le tourisme sexuel s'est déplacé des destinations traditionnelles comme la Thaïlande vers des pays comme le Cambodge où ECPAT estime que 30 % des prostituées ont moins de 18 ans. Le Sri Lanka, également, a connu une croissance touristique de 50 % depuis 1996 due en grande partie au tourisme sexuel. En Inde, des études récentes avancent que parmi les neuf millions de prostituées, 30 % sont des enfants, alors que 10 % des prostituées adultes auraient commencé à travailler avant l'âge de 18 ans. Un ré-



ARCHIVES LE DEVOIR

Le tourisme sexuel s'est déplacé des destinations traditionnelles comme la Thaïlande vers l'Europe de l'Est.

seau de trafic d'enfants aurait amené jusqu'à 200 000 jeunes filles népalaises pour servir d'esclaves sexuelles dans les bordels indiens. En Amérique latine, le tourisme sexuel est, selon Mme De Linde, en pleine expansion. En 1996, on estimait, en République dominicaine, que de 20 à 30 % seulement des clients des prostituées de moins de 18 ans étaient des touristes. «Les études qu'ECPAT a menées cette année nous indiquent que ce chiffre atteint maintenant 80 %», affirme Mme De Linde. Au Honduras, on estime le nombre de prostituées enfants à 25 000. «Les touristes sexuels, en provenance des États-Unis en particulier, ont profité de la pauvreté causée par les catastrophes naturelles comme une cause du tourisme sexuel?»

L'Europe n'est pas épargnée alors que des enquêtes dans les camps de réfugiés kosovars en Macédoine et en Albanie ont mis à jour un trafic de jeunes filles envoyées en Europe de l'Ouest.

Quant au Canada, plusieurs participants au colloque ont dit être profondément inquiets et troublés par le fait qu'un pédophile, John Robin Sharpe, se soit vu, au mois de juillet dernier, reconnaître un «droit constitutionnel» de posséder du matériel de pornographie infantile. Ces jugements des plus hautes cours de Colombie-Britannique ont suggéré cette interrogation de Mme De Linde: «les droits des enfants ne devraient-ils pas supplanter ceux d'un adulte à la liberté d'expression?»

Traquer les cyberpédophiles

Internet favorise l'établissement de réseaux fermés aux seuls utilisateurs

Club privé, passeport, mots codés: autant d'outils utilisés pour inscrire sur le World Wide Web des images d'enfants sexuellement exploités. On tente aussi d'y piéger les jeunes: «Il est arrivé que des adultes vont se faire passer pour des enfants dans le but d'inciter un jeune à le rencontrer», explique Agnès Fournier de Saint-Maur, chef de service à Interpol.

ANTOINE ROBITAILLE

«Lutter contre l'exploitation criminelle du réseau Internet est devenu un des grands défis d'Interpol, organisme policier international», affirme Agnès Fournier de Saint-Maur, chef du service de la Traite des êtres humains à Interpol.

C'est cette jeune policière qui a coordonné «l'opération Cathédrale» par laquelle un réseau d'une centaine de pédophiles résidant dans douze pays différents a été démanté. Ces derniers s'étaient constitués en groupe de discussion sur Internet. «Pour être admis dans le "club", il fallait présenter un "passeport" particulier: soit un millier de photos originales, c'est-à-dire non copiées sur d'autres sites ou dans des magazines. On a peine à imaginer combien de viols d'enfants ont été nécessaires pour composer ces passeports», de s'indigner Mme de Saint-Maur.

Selon Louis Alexander, un Consultant Internet européen et membre du réseau Childnet, qui fait la promotion des «bonnes utilisations d'Internet pour les enfants», il ne faut toutefois pas tirer à boulets rouges sur ce «magnifique moyen de communication». Il affirme que c'est «une des constantes de l'histoire humaine de voir ainsi détournées les grandes innovations scientifiques et techniques. Elles avaient été conçues pour le bien et elle finissent par servir ceux qui font le mal.»

Le réseau Childnet (www.childnet.org) a développé un programme de traque des sites de pornographie sur Internet. Louis Alexander dit que son organisme avertit une centaine de détenteurs de sites Web porno. Ordre leur est donné de retirer leur matériel, sinon les informations sont transmises à l'organisation policière du pays où se trouve le serveur. Celle-ci peut alors décider d'agir ou non.

Evidemment, les lois ne sont pas partout les mêmes: «Au Japon, la pornographie infantile est une tradition. Elle n'est pas interdite.» Childnet profite aussi du travail de nombreux internautes qui se lancent à la recherche de sites et de filières de pornographie infantile. Louis Alexander avoue que ceux qui s'adonnent à cette traque quotidienne sont eux-mêmes un peu curieux: «Vous vous rendez compte, il y en a qui passent des journées complètes à faire cela!», laissant entendre que les traqueurs seraient peut-être presque aussi bizarres que les traqués.

Chocolate boys and girls

Au reste, Louis Alexander explique que la majeure par-

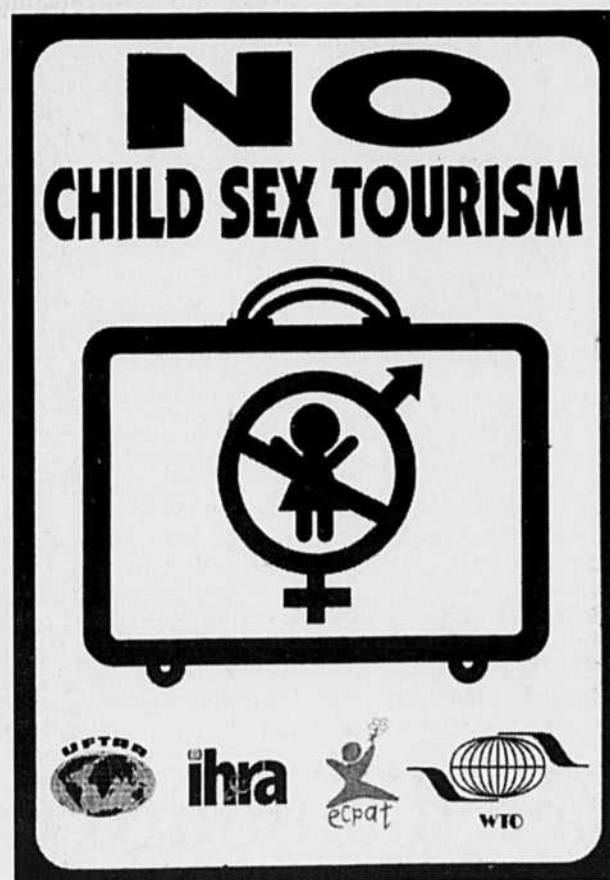
tie des sites disparaissent au premier avertissement. Mais il ajoute: «Cela ne signifie pas que le site ou le groupe de discussion ait cessé ses activités. Les criminels savent comment se cacher derrière un langage codé. L'an passé, les mots "chocolate boys and girls" désignaient des photos de jeunes filles et de jeunes garçons nus. Qui sait ce qu'ils utilisent actuellement?»

Toute photo d'enfant nu n'est évidemment pas illicite au yeux de Childnet. «Le sont les images où l'on voit des enfants faire des poses suggestives, ou encore lorsqu'ils participent à des actes sexuels avec des adultes ou des animaux», explique Alexander.

Selon l'Internet Watch Foundation, entre 1 % et 1,5 % du contenu du réseau mondial serait de nature pornographique. La plus grande partie de ce contenu est de type «hard core» et n'implique pas d'enfants. Ce contenu ne représente donc pas un délit dans la plupart des pays du monde. On trouve ces sites facilement puisqu'ils sont commerciaux. «La pornographie infantile ne représente qu'une fraction de ces pourcentages», note Louis Alexander, tout en précisant que ce n'est pas «le nombre de sites qui compte, c'est la fréquentation qu'ils attirent».

La plupart de ceux qui sont impliqués dans la pornographie infantile n'ont pas de buts commerciaux. «Il n'y a apparemment pas beaucoup d'argent à faire dans ce domaine. On s'échange habituellement des images librement dans des "newsgroups". C'est un des problèmes: ces groupes sont fermés et on ne peut y accéder qu'avec des mots de passe.»

Enfin, il n'y a pas que la production pornographique destinée à Internet qui pose des dangers aux enfants. «Un phénomène que l'on commence à percevoir est celui de la séduction par Internet. Il est arrivé que des adultes se fassent passer pour des enfants dans le but d'inciter un jeune à le rencontrer», explique Agnès Fournier de Saint-Maur.



Logo de la campagne contre le tourisme sexuel

Tourisme sexuel

Une industrie qui clame son innocence

Selon la juge Andrée Ruffo, il y aurait un grand écart entre les intentions et la réalité. Pour la représentante des agents de voyage, au contraire, l'industrie touristique travaille à la défense des enfants.

«Dans une proportion de 95,5 %, les professionnels du voyage sont irréprochables et n'ont jamais participé à la vente de destinations de tourisme sexuel.» C'est ce qu'est venue clamer Jacqueline de Rey, présidente honoraire de la Fédération universelle des Associations des Agents de Voyage (FUAUV), au Colloque des Entretiens Jacques Cartier sur les disparitions et l'exploitation sexuelle des enfants.

Au contraire, selon Mme de Rey, l'industrie touristique est le «vecteur de la défense des enfants». A preuve, selon elle, cette Déclaration d'éthique du tourisme qui a été adoptée par l'assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme en octobre à Santiago au Chili qui mènera à la création d'un Comité international de l'éthique qui «pourrait intervenir pour défendre les enfants». Mais déjà, Mme de Rey affirme que des actions ont été prises par l'industrie. Un autocollant «non au tourisme sexuel» a notamment été distribué dans les agences de voyages d'une dizaine de pays, dont le Sri Lanka et le Pérou.

L'intervention de Mme de Rey a

soulevé un certain scepticisme dans la salle. Notamment chez la juge québécoise Andrée Ruffo, qui participait au colloque pour présenter son Bureau International des droits des enfants (BIDE), basé à Montréal. Mme Ruffo rapporta notamment, dans son intervention, qu'une compagnie aérienne canadienne, commanditaire du BIDE, avait souhaité que sa contribution au Tribunal ne soit pas trop publicisée dans les documents sur le tourisme sexuel: «Ils nous ont fait comprendre que c'était de bons clients pour eux.»

Concernant les agences de voyages, Andrée Ruffo s'interrogeait: «Comment peut-on me certifier, comme semble l'affirmer Mme de Rey, que 95,5 % des agences, dans une ville comme Montréal, par exemple, refuseraient de servir un client qui souhaiterait des services de tourisme sexuel?» Quand Le Devoir a posé la question à Mme de Rey, cette dernière, qui connaît bien Montréal pour y avoir été «tour opératoire», a mis au défi tout journaliste de faire le test «dans des agences respectables». Des volontaires?

A.R.

Rendez-vous à Montréal en l'an 2000

L'Université de Montréal sera l'hôte des Treizièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier du 3 au 6 octobre 2000.

Soyez au rendez-vous!

www.umontreal.ca



LE CENTRE JACQUES CARTIER



© 1999 PhotoDuo Inc.

Université  de Montréal

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Pays des vins

In vino historia

Une histoire racontée sur deux continents

Source de maux et de plaisirs, le vin a son histoire et ses rites, qui vont de la dégustation jusqu'à son abus. Si la France s'appuie sur sa tradition, le Canada dépose un bilan de réalisations récentes. Dans tous les lieux, la dive bouteille a de par les mondes des amis. Et des défenseurs.

NORMAND CAZELAIS

L'image est vieille comme le monde: après le Déluge, Noé s'endort dans les vignes pour cuver son vin. Tout heureux d'avoir échappé au cataclysme, d'avoir retrouvé la terre ferme et d'être revenu à la vie normale, il avait célébré de la façon la plus normale qui fut, car le vin lui-même est vieux comme le monde.

Côtes-du-Rhône, beaujolais: Lyon possède des voisins de qualité. En fondant Lugdunum voici deux millénaires, les Romains n'ont pas manqué de planter les premiers cepes. Là-bas, la tradition est longue. De ce côté-ci de l'Atlantique, elle est plus récente, ce qui ne veut pas dire que la passion y soit moins vive.

Telle était donc l'idée: approcher de façon comparative, dans l'optique d'autrefois et d'aujourd'hui, les usages du vin en France et au Québec. Selon les époques et les milieux sociaux, il faut s'en rappeler, on peut parler d'usages rafraîchissants avec les vins «de soif», alimentaires avec les vins «de force», hédonistes avec les vins «de plaisir». Sans compter les vins d'usages honorifiques, médicaux ou religieux.

Une histoire mal connue

«En fait, on connaît mal l'histoire du vin. Au cours de ces échanges, j'ai beaucoup appris sur des terroirs, sur des fonctions que le vin remplissait ailleurs et chez nous à d'autres époques.» La confiance n'est pas anodine, puisque son auteur s'appelle Champlain Charest, propriétaire du Bistro à Champlain à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson dans les Laurentides de Montréal, l'une des caves les plus prestigieuses d'Amérique du Nord.

C'est dans cette perspective historique que le docteur Jean-Paul David, fondateur de l'Association Vin-Santé-

Plaisir de vivre de Mâcon, a situé les contributions du «noble alcool» au traitement et à la prévention de diverses maladies. Il a, entre autres, fait état des récentes recherches sur les enzymes du vin qui permettent à l'organisme humain de se prémunir contre le cholestérol et d'autres affections.

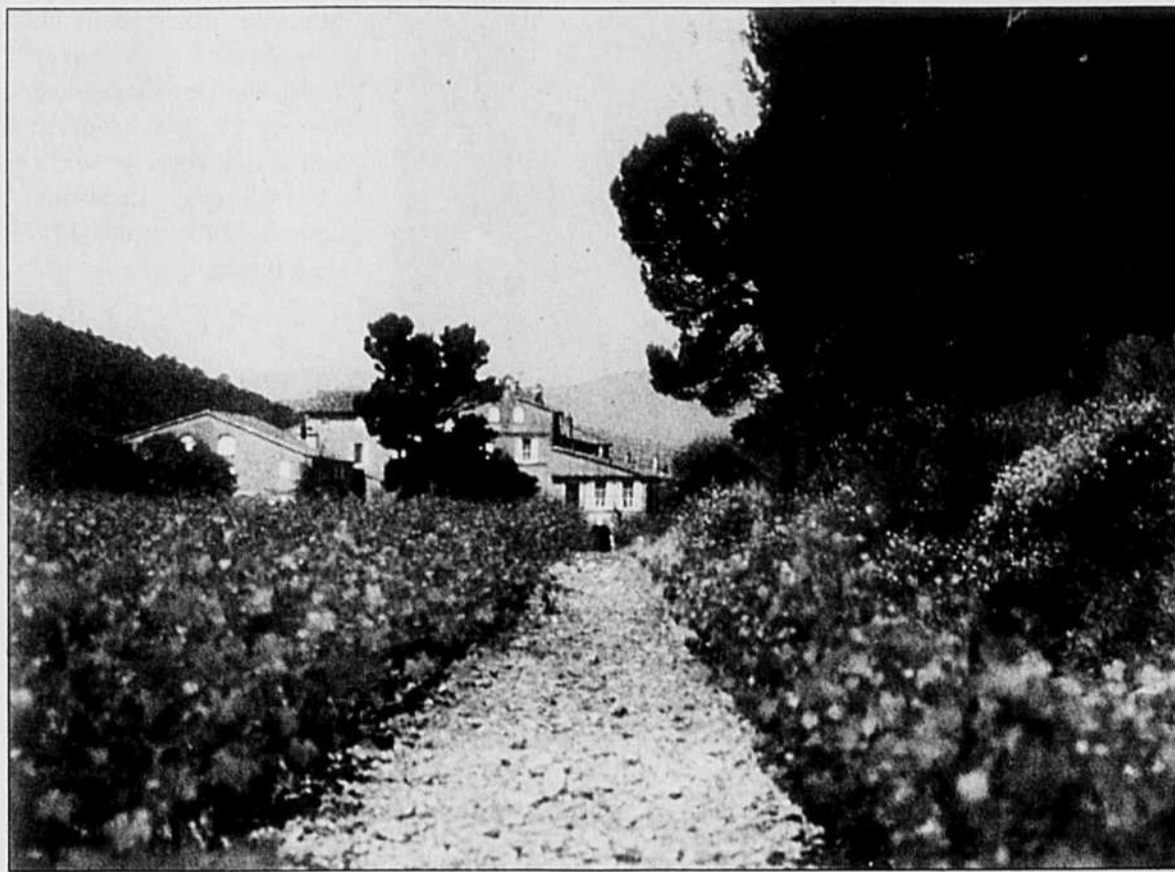
Mais le bien le plus précieux, s'il est mal utilisé, peut engendrer sa part de problèmes. L'abus d'alcool, fût-il puisé à même les meilleures bouteilles et des plus grands millésimes, est à la source de désordres sociaux, de comportements agressifs et de trop nombreux accidents de la route. Professeur à la Faculté de médecine, spécialisée dans l'étude de l'alcool sur les comportements, Louise Nadeau s'est attachée à décrire les efforts déployés au Québec dans le cadre du programme Educ'alcool et les succès obtenus auprès des divers groupes d'amateurs de vins.

Une telle approche trouve une écoute particulièrement attentive dans l'Hexagone dont la culture séculaire est si intimement liée au «plaisir» de la table et à son corollaire, celui du vin. Les statistiques l'attestent cependant: des libations trop poussées y causent leur pléthore d'accidents, de violences et de morts dont l'Etat et toute l'industrie vinicole aimeraient bien voir régresser, à un taux qui pourrait s'apparenter à celui du Québec.

Et, puisqu'il s'agissait de vin, difficile d'en parler sans passer à un volet pratique, celui de la dégustation. Ce qui fut fait, entre autres lors d'un déjeuner à plusieurs services, dit «d'application», où furent à la fois «expérimentés» et commentés des accords de vins et de mets selon d'anciennes recettes remontant au XIX^e siècle et jusqu'au Moyen Âge.

Terres de France

L'occasion était belle, par consé-



Les vignobles de France: une longue histoire.

ARCHIVES LE DEVOIR

quent, de s'attarder plus longuement à l'évolution de quatre vignobles. Les trois premiers sont fort connus et, pour des raisons différentes: le Bordelais, parce qu'il représente, comme l'évoque Philippe Roudié, professeur de géographie à l'Université de Bordeaux III, la «permanence institutionnalisée d'un élitisme viti-vinicole»; le Beaujolais qui associe sur son terroir la diversité entre les crus et les vins primeur et le Languedoc, vaste région ensoleillée du sud de la France qui a su vivre une transition salutaire, passant du «gros rouge d'autrefois de la consommation populaire à la recherche contemporaine de vins de qualité».

Le quatrième vignoble appartient à un autre univers, celui du Canada, longtemps considéré comme incongru sur la carte des aires de produc-

tion. Car la réflexion de Voltaire sur les «quelques arpents de neige», qu'elle lui appartienne ou non, a toujours laissé un doute sur la capacité des sols et surtout du climat de cette partie de la planète de pouvoir faire pousser de la vigne. «Les mythes et les préjugés ont la vie dure», a observé Jacques Orhon, sommelier, auteur et professeur à l'École d'hôtellerie des Laurentides: sachant qu'il «faut mettre les choses dans leur juste perspective», il a souligné que les «nouveaux» vins canadiens sont «en train de gagner leur pari avec la fougue de leurs vingt ans et les faiblesses de leur jeunesse».

Vins du Canada

Dans le deuxième plus grand pays du monde, le vignoble canadien est «tout petit» avec ses 8000 hectares —

«douze fois moins qu'en Gironde» —, même s'il va de l'île de Vancouver à la Nouvelle-Écosse. Trois régions s'y affirment nettement: le Québec, la vallée de l'Okanogan et la péninsule du Niagara. Couvrant maintenant presque 120 hectares, la première, dit-il, représente un «vignoble de l'extrême où celui qui a su choisir son terroir, qui vinifie avec beaucoup de rigueur et de sensibilité, saura tirer son épingle du jeu».

Au cœur de la Colombie-Britannique, à la latitude de la Champagne et du Rheingau, la vallée de l'Okanogan lui paraît «enfin apprivoisée». Depuis 1988 surtout, depuis donc la ratification du traité de libre-échange entre les États-Unis et le Canada qui a accentué la concurrence avec les cabernets et chardonnays californiens,

la viticulture s'y «est prise en mains», de sorte que «le fruit de la vigne a trouvé là un terroir d'élection qu'on ne soupçonnait pas voilà à peine quinze ans», où la «qualité» des vins exprime le potentiel d'un écosystème viticole «remarquable» lié à un climat «aride, subdésertique».

Berceau de l'histoire vinicole du Canada, la péninsule ontarienne du Niagara — elle-même à la hauteur de la Provence et du nord de l'Espagne... — qui doit ses premiers cepes à un soldat d'origine allemande au début du siècle dernier a su prospérer au temps de la Prohibition. Si elle s'est contentée, des décennies durant, d'écouler des produits de cépages «aux vertus plus que douteuses», la région a aujourd'hui des installations qui «n'ont rien à envier aux grandes caves françaises ou californiennes»: les densités de plantation y ont même «sensiblement» augmenté, les vins rouges «se démarquent un peu», mais c'est encore le «fameux» vin de glace — le Inniskillin de Vidal — qui fait parler de lui.

Champlain Charest, pour sa part, n'est pas vigneron. Toutefois, sa passion pour le vin, la renommée de sa cave est l'ampleur de ses connaissances œnologiques en font un cas d'espèce et nombreuses sont les tribunes où on lui demande d'expliquer son itinéraire.

Pour ce radiologue, grand compère du peintre Jean-Paul Riopelle avec qui il acheta d'ailleurs, en 1974, le vieux magasin général où loge son restaurant, ce fut le coup de foudre lors de ses études universitaires: «Je fus immédiatement contaminé par les bons vins que me faisait goûter l'un de mes amis, pour devenir plus tard contagieux.»

«Cet achat, a-t-il poursuivi, fut un très important accident de parcours dans ma vie, l'amour du vin y ayant considérablement contribué. La passion du vin est complexe. Beaucoup de symptômes s'y rattachent. Le plaisir de partager et de faire connaître en est un autre. Il y a aussi le grand plaisir de voyager pour le vin, c'est-à-dire de rencontrer viticulteurs, cuisiniers et amis du vin.»

Belle façon d'expliquer l'histoire.

Québec 2000

Tout ce qu'il faut savoir

pour comprendre le Québec d'aujourd'hui

Rétrospective du XX^e siècle québécois

RENÉ DUROCHER, PAUL-ANDRÉ LINTEAU, GILLES MARCOTTE ET JEAN-JACQUES SIMARD

Textes entièrement inédits

Publié sous la direction de Roch Côté et en collaboration avec le journal LE DEVOIR, Québec 2000 réunit au-delà de cinquante experts, journalistes et universitaires.

Un panorama complet, illustré et chiffré

Une rétrospective des événements marquants

Une analyse des grandes tendances sociales, démographiques, culturelles et économiques

Un survol de l'actualité dans toutes les régions du Québec

Un dossier spécial sur l'évolution de la famille, du couple et du mode de vie des Québécois

Le point sur deux débats de l'année : le modèle québécois et l'identité québécoise

532 pages • 21,95 \$

En vente dès maintenant

FIDES

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Agriculture biologique

Millions d'hectares et milliards d'euros

Les soixante-huitards de l'alimentaire sont devenus des producteurs industriels

Les ratages et scandales de l'agriculture industrielle ont aidé l'agriculture biologique à se tailler une place enviable sur le marché. Vaches folles, poulets à la dioxine, inquiétudes quant aux organismes génétiquement modifiés (OGM) propulsent actuellement une véritable « vague bio ». Mais celle-ci l'amènera-t-elle à perdre son âme? C'est sur cette question que des experts américains, québécois, canadiens, australiens et européens se sont penchés dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier.

ANTOINE ROBITAILLE

Vingt pour cent par année: c'est à ce rythme, aux États-Unis, selon la chercheuse Karen Klonsky, agronome de l'Université de Californie, que la vente de produits bio a augmenté au cours de la dernière décennie. Le « bio » représenterait aujourd'hui un marché de 3,8 milliards \$ US.

En France, les chiffres sont à l'avant: une croissance de vingt pour cent par an, selon Bertil Sylvander, de l'Institut de recherche agroalimentaire (INRA) du Mans. Pour l'année 1999, le bio y représenterait un marché de six milliards de francs, soit environ 1,2 milliard \$ US.

Depuis 15 ans, l'augmentation de la surface consacrée à l'agriculture biologique a été considérable en Europe. Christopher Stopes, consultant européen en agriculture, prétend par exemple qu'en 1985, elle représentait 100 000 hectares dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. Alors qu'en 1998, elle couvrait trois millions d'hectares. « Et au cours de l'année dernière, ajoute M. Stopes, cette croissance s'est emballée au Royaume-Uni: la surface cultivée en production biologique a plus que doublé pour atteindre 240 000 hectares. » En Suisse, où la conversion vers l'agriculture biologique est fortement soutenue par le gouvernement, on estime que 6,9 % des exploitants sont bio.

Christopher Stopes prévoit qu'à moyen terme, le bio couvrira 30 % de la surface agricole européenne, soit 45 millions d'hectares, pour un marché représentant 120 milliards d'euros.

Comme l'a noté Guy Allard, professeur en phylogénie à l'Université Laval, les Européens, à l'origine, se sont investis dans le bio principalement pour retrouver les goûts ancestraux. En Amérique du Nord, la motivation première est et a toujours été la santé. Mais, comme le fait remarquer Bertil Sylvander, en Europe, avec les scandales comme celui de la vache folle et le poulet à la dioxine, « le bio a été relancé » et la variable santé est devenue très importante.

Pression

Ce boom du bio soulève toutefois



A. GORDON

À moyen terme, l'agriculture biologique couvrira 30 % de la surface agricole européenne, soit 45 millions d'hectares, pour un marché représentant 120 milliards d'euros.

des inquiétudes. Fred Kirschenman, de Farm Verified Organic, fait remarquer que « lorsque l'agriculture biologique se pose en concurrent direct du système de production conventionnel, elle est amenée à se rapprocher de plus en plus du système dominant où la primauté est accordée aux produits transformés, uniformisés, les plus semblables possible, interchangeables. »

M. Kirschenman trouve pour le moins paradoxal par exemple, qu'on puisse maintenant trouver sur le marché des « TV dinner biologiques », des « colas biologiques », des « snack food biologiques », etc. Or, il constate que, de plus en plus, les acteurs de l'agriculture biologique semblent s'être donné comme objectif d'offrir autant de produits biologiques certifiés qu'il y a de produits conventionnels. Il craint que cette logique marchande n'entraîne une pression énorme sur les producteurs biologiques, lesquels pourraient être contraints, à terme, de réintégrer simplement les principes industriels d'automatisation et de régulation. Car au lieu d'inciter à la polyculture, le marché pousse les exploitants à se spécialiser dans une ou deux cultures. « Le cas du soja en est une bonne illustration, dit-il, où l'on assiste à des spécialisations croissantes. »

John Ikerd, de l'Université du Missouri, va encore plus loin. Selon lui, c'est « un système de production industriel de produits biologiques qui est en voie d'apparaître ». A court ou à long terme, celui-ci sera « dominé par les grands groupes industriels motivés exclusivement par la quête de rentabilité et de la croissance ». Pour Ikerd, « une telle façon de produire du bio ne sera PAS plus acceptable, d'un point de vue

social, économique ou environnemental, que ne le sont les systèmes agricoles industriels. »

Finie l'utopie

En effet, aujourd'hui, autant les consommateurs que les agriculteurs se convertissent au bio « pour des raisons qui n'ont pas grand chose à voir avec une idéologie, ou un choix éthique », note Ann Clark, de l'Université de Guelph en Ontario. Les producteurs cherchent à économiser et à gagner en autonomie en diminuant les intrants, c'est-à-dire les pesticides, herbicides et engrais chimiques. Les consommateurs, pour leur part, sont davantage motivés, explique-t-elle, par « la crainte et la méfiance que par une quelconque idéologie. »

Finie, donc, l'époque des pionniers du bio qui voulaient changer le monde en bouleversant les façons de produire. Mais pour Mme Clark, il ne faut pas se méprendre: « L'agriculture bio, ce n'est pas seulement de réduire les intrants dans la production. C'est aussi de rapprocher les lieux de production des lieux de consommation, de produire à l'échelle humaine. »

Robert Beauchemin, p.-d.g. d'une meunerie bio québécoise sait répliquer à de tels commentaires: « Nous ne sommes pas des soixante-huitards. La fin du mois, c'est une réalité pour nous! Même chose pour mes fournisseurs qui font du bio, les agriculteurs que je côtoie. »

Autrement dit, nous ne sommes plus à l'époque où l'agriculture bio était le fait de personnes qui souhaitaient revenir à la terre. Au fond, en insistant pour dire que la période « idéologique » du bio est terminée, ses promoteurs veulent en finir avec

une certaine image non rationnelle de leur production. Fred Kirschenman, de l'organisme américain Farm Verified Organic, avoue qu'à l'origine, « on n'a pu empêcher un certain nombre de conceptions erronées. Des croyances tenaient lieu de principes agricoles. On croyait qu'il suffisait de faire « comme autrefois ». Ce n'est plus le cas. »

Du reste, les méthodes biologiques pourraient être de beaucoup améliorées par la recherche. Les experts s'entendent là-dessus. « Mais au Canada, il est difficile, voire presque impossible d'obtenir du financement pour faire de la recherche dans le domaine bio », confie Guy Allard. Étienne Rochat, professeur en agriculture bio à l'Université Laval, raconte qu'il a tenté à quelques reprises d'obtenir des subventions de recherche. Or, les entreprises qui financent la recherche ne sont pas acquises, c'est le moins qu'on puisse dire, aux principes du biologique. Quant aux gouvernements, il faudrait qu'ils inscrivent le bio dans leurs priorités. « Ce n'est pas le cas chez nous », fait remarquer M. Rochat.

Est-ce à dire que l'agriculture biologique est inexistant au Québec? Certes non. Pierre Jobin, du Centre de développement d'Agrobiologie de Warwick, aime à citer le cas de nombreux producteurs laitiers québécois qui, à la fin des années 80, « se sont regroupés afin de se donner des moyens de formation, de recherche, de service-consulte et d'animation adaptés à leurs besoins. Le succès de leurs démarches, estime M. Jobin, a permis de démontrer, chez nous, la pertinence économique et environnementale des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique. »

Entretiens jeunesse

Relève scientifique

Une deuxième Exposciences Québec/Rhône-Alpes

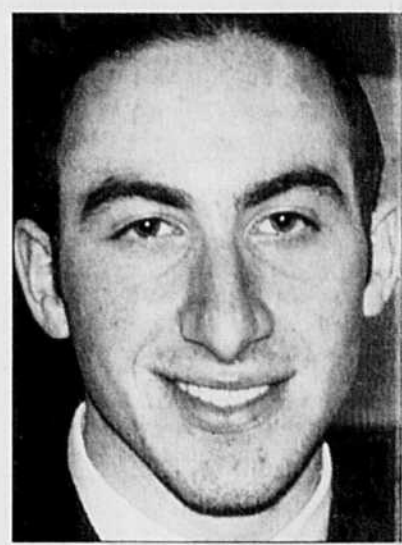
À Lyon, les jeunes n'ont pas seulement le droit d'assister aux Entretiens. Ils y tiennent aussi exposition et y recueillent des médailles. Présentation de deux Montréalais.

ANTOINE ROBITAILLE

Pour une seconde fois, vingt jeunes Québécois en herbe, excellent dans l'art de la communication et la vulgarisation scientifiques, ont participé à une Exposciences spéciale Rhône-Alpes/Québec, organisée dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier. Durant trois jours à Villeurbanne, en banlieue de Lyon, ils ont expliqué et réexpliqué aux visiteurs leur « projet » illustrant une expérience scientifique ou un phénomène naturel particulier.

En 1997, un de ceux-là était Adam Bly. Il avait reçu la médaille Jacques Cartier soulignant l'excellence d'une présentation. Cette année, Adam, âgé de 18 ans, était de retour aux Entretiens non pas pour présenter une expo bien à lui, mais pour accompagner les exposants de cette année, et pour présenter sa création: *Joys.net*, *Journal of Young Scientists*, une publication électronique pour jeunes passionnés de science. On y publie des résultats de recherches et on y discute avec d'autres jeunes de partout.

Prénant la parole après les personnalités officielles à l'inauguration des Entretiens, Adam Bly a livré un discours proprement politique plaçant notamment pour la formation « d'éducateurs visionnaires » et pour que davantage d'élus soient dotés de formations scientifiques. Adam Bly, qui est en seconde année d'études collégiales, travaille au Conseil National de Recherche du Canada depuis qu'il a 15 ans. « Ne vous étonnez pas de la précocité, a-t-il tenu à dire dans son discours. Le succès n'attend pas nécessairement le nombre des années. »



Adam Bly

Une médaille

La médaille Jacques Cartier est allée cette année à une jeune Montréalaise de quinze ans, Romina Péri, dont le parcours, notamment au plan de la précocité, ressemble en plusieurs points à celui de son prédécesseur. L'étudiante de la Sacred Heart School of Montreal a en effet remporté, cette année, le premier prix à la SuperExposciences Bell. Son projet de recherche portait sur l'aspartame.

En tout, près de 500 jeunes Rhône-alpins et Québécois ont participé à cette Exposciences qui comportait une quarantaine de stands. Les jeunes Français avaient été sélectionnés lors des exposciences départementales de mai et juin et les jeunes Québécois lors de la SuperExposciences Bell de Montréal.

Océan chimique

À 15 ans, Romina Péri dépose un bilan sur l'aspartame

L'aspartame pourrait causer le cancer, selon la médaillée 1999 de l'Exposciences Jacques Cartier. Pour Romina Péri, il est clair que le recours au « faux sucre » ne se fait pas sans danger. Parlez-en aux rats des laboratoires.

L'aspartame pourrait-il causer le cancer? Ce substitut au sucre est couramment utilisé dans le café, la gomme à mâcher et par les gens préoccupés par leur poids ou voulant diminuer le risque des caries. Romina Péri affirme que l'aspartame « n'est pas sans danger ». A quinze ans, elle le fait avec l'aplomb d'une scientifique de grand renom lancée dans l'exploration de cet « océan d'agents chimiques » dans lequel nous baignons et dont « les propriétés carcinogènes n'ont pas entièrement été évaluées. »

Les affirmations de Romina sont bien étayées, elle qui a fait recommencer l'expérience par quatre fois pour étudier la « mutagénicité » de l'aspartame. Afin de reproduire les réactions chimiques qui se produisent lors de la digestion de cette substance, Romina a simulé un environnement gastro-intestinal. Elle a ensuite localisé les séquences mutées dans la bactérie *Salmonella typhimurium* TA 100 en utilisant le test d'Ames pour procéder enfin à l'analyse PCR et le séquençage de l'ADN. Vous suivez? Non? Concluons simplement que l'aspartame serait un « mutagène faible » qui pourrait causer au mieux des étourdissements et des maux de tête, au pire le cancer. Par conséquent, Romina a rebaptisé ironiquement l'aspartame « Mutasweet », faisant référence à la marque de commerce Nutrasweet.

Tumeurs

Publiera-t-elle les résultats de ses recherches? Même si elle a été supervisée par deux chercheurs de l'Institut de biotechnologie de Montréal, Bernard Lachance et Roland Brousseau, elle ne pourra les publier parce qu'elle n'a pas les diplômes nécessaires.

Au reste, même si les expériences de Romina comprenaient des aspects inédits, elle n'est la première à faire la découverte. « Plusieurs recherches ont démontré que les effets de l'aspartame pouvaient être dangereux », dit-elle.

Des études ont démontré que le « faux sucre » « déclencherait des réactions causant le développement de tumeurs chez les rats ». Elle s'étonne par conséquent que la substance soit toujours couramment utilisée.

D'ailleurs, les découvertes de Mlle Péri ont causé un émoi à Lyon, notamment chez la présidente du Conseil régional Rhône-Alpes, Mme Anne-Marie Comparini, qui se trouvait à visiter Exposciences à l'issue de la cérémonie d'ouverture des Entretiens qui s'était tenue dans une salle adjacente. « Moi, j'en mets partout de l'aspartame. Vous me faites peur! », a-t-elle dit à la jeune scientifique québécoise.

Notons enfin que 1999 a été une grande année pour Romina Péri. Outre la médaille Jacques Cartier, elle a reçu la médaille d'or à l'Exposciences pan-canadienne à Edmonton après l'avoir remporté à l'Exposciences régionale de Montréal, le prix de l'université McGill, et le prix de l'Ordre des chimistes du Canada. Elle a aussi participé à l'Exposciences internationale de Puebla au Mexique.

A.R.



Romina Péri

De la farine bio dans les grandes surfaces

Robert Beauchemin est p.-d.g. d'une meunerie biologique québécoise

« Les grandes surfaces se sont rendues compte que le bio pouvait être viable. » Robert Beauchemin, meunier québécois, découvre que les chaînes réclament aujourd'hui des produits qu'hier encore elles ignoraient. Même l'Europe l'approche pour obtenir sa farine moulue sur pierre. Le meunier ne dort plus.

Il y a deux ans, quand Robert Beauchemin, p.-d.g. de la Meunerie Milanais (de Milan dans l'Estrie), a pris conscience que les ventes de sa farine bio plafonnaient et que sa distribution dans les magasins d'aliments naturels était pratiquement confidentielle, il a tenté des approches auprès des grandes chaînes de distribution alimentaire.

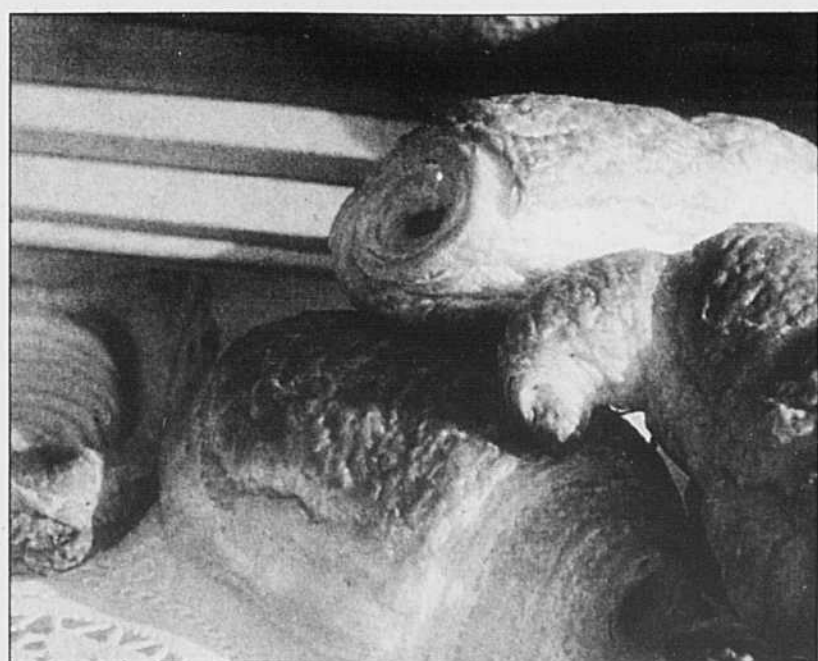
Il ne s'agissait pas que d'un coup d'instinct: une étude sérieuse du Groupe de recherche en économie et politique alimentaire (GREPA) de l'Université Laval lui indiquait que les produits bio avaient un grand potentiel sur les marchés de masse au Québec, dans la mesure où leur prix ne dépassait pas une certaine marge (10-15 %). Ce qui était le cas de sa farine.

Nouvelle attitude

Or, les grandes chaînes agro-alimentaires, pour « lister le produit », c'est-à-dire l'ajouter sur les tablettes de leurs magasins, exigeaient de M. Beauchemin des efforts financiers (redvance de bannière, frais de distribution, inscription au code à barres, etc.) que sa petite meunerie n'aurait pu supporter. Il abandonna

donc l'idée. Mais il y a un an, revirement de situation: ce sont les grandes entreprises elles-mêmes qui l'approchent pour lui offrir d'acheter sa farine. « En un an, les grandes surfaces ont réalisé que le bio pouvait être viable. Que ce n'était pas qu'une mode, comme ils le croyaient auparavant », explique M. Beauchemin, dont la farine se retrouve depuis le printemps chez Maxi, entre autres, aux côtés de la traditionnelle Robin Hood.

La réaction des consommateurs l'a surpris. « On reçoit des quantités impressionnantes d'appels de gens heureux de voir de la farine bio « enfin vendue ». Je leur réponds que nous produisons de la farine depuis 1982! Mais les gens en général ne fréquentent pas les magasins d'aliments naturels à cause des prix. À cause d'une atmosphère « new age », aussi. Alors ils ne connaissent pas notre produit. » Le meunier raconte aussi que les téléphones des consommateurs portent très souvent sur des questions de santé. « On veut savoir par exemple si notre produit est bon pour ceux qui souffrent d'allergies. Il y a beaucoup de questions sur la santé auxquelles on ne peut pas toujours répondre. »



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les chaînes réclament aujourd'hui des produits qu'hier encore elles ignoraient.

Au reste, notons que la farine de la Meunerie Milanais est moulue sur meules de pierre, et non de métal, comme la farine industrielle. M. Beauchemin s'approvisionne en Saskatchewan, auprès d'un fermier certifié bio qui cultive 2000 hectares de blé. Il prétend que plusieurs (quatre) entreprises européennes voudraient lui acheter son produit. Mais pour l'instant, les transactions sont empê-

chées à cause de difficultés administratives entre l'Europe et le Canada. « Il semble que pour envoyer un conteneur de marchandise en Europe, il faille d'abord envoyer un conteneur de papier! », s'exaspère le meunier, qui, décidément, ne dort nullement.

Aussi peut-on toujours les rejoindre: www.lamilanaise.com

A.R.

1350, Sherbrooke Ouest, suite 920
Tél.: (514) 288-8050 / 1 888 901 ERAI
Web: <http://www.erai-usa.com>

Montréal (Québec), H3G 1J1, Canada
Fax: (514) 288-8090 / 1 888 904 ERAI
E-mail: info@erai-usa.com

Depuis 1989, l'Entreprise Rhône-Alpes International a contribué à la mise en œuvre de plus de 220 partenariats entre les PME rhônalpines et canadiennes par son action concrète sur le terrain. ERAI est votre porte d'entrée unique sur l'une des régions motrices de l'Europe.

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Cartier de la poésie

Quand Lyon se prend pour Trois-Rivières

Les Lyonnais découvrent la nouvelle poésie québécoise

Il y a toujours Le Festival international de poésie de Trois-Rivières, il y a maintenant les Cartier de la poésie, présenté dans le cadre des Entretiens et prenant modèle sur son ancêtre québécois. Si le temps n'est pas encore venu de voir la poésie québécoise accueillie avec le plus grand des plaisirs dans tous les grands cafés lyonnais, l'occasion était toutefois parfaite pour faire percevoir que ces thèmes ne sont plus les mêmes.

ANTOINE ROBITAILLE

La poésie québécoise contemporaine est moins «exotique» que les Lyonnais l'auraient cru. C'est la conclusion à laquelle en sont venus la plupart des 12 poètes québécois invités aux Cartier de la poésie, petit festival de ce grand art, organisé à Lyon en marge des Entretiens Jacques Cartier. Du 30 novembre au 4 décembre, chacun des «Ronsard, Hugo et autres Prévert des bords du Saint-Laurent» (dixit le journal *Le Progrès*) ont effectué une vingtaine de lectures publiques. Au total, quinze établissements lyonnais de tous les types les ont accueillis: du café branché ou chic en passant par la grande brasserie et le restaurant classique.

Claude Beausoleil, qui était du nombre, fait remarquer que les Lyonnais rencontrés dans les bars ont été étonnés de découvrir une poésie québécoise qui ne coïncidait pas, la majeure partie du temps, avec les clichés du jodel, des grands espaces et des «sacres».

Une chose a surpris les Lyonnais par ailleurs: les poètes québécois n'hésitent pas à «aller vers les gens», à lire en public et à se servir de leur corps tout entier pour «rendre» au poème son oralité. «On a un côté un peu scout, nous les poètes québécois», dit Claude Beausoleil. On aime promouvoir notre art. Sans faire de

concessions, bien sûr. C'est notre pari.»

L'idée de la présentation publique de la poésie a donc surpris. En France, «beaucoup de poètes refusent la lecture publique», affirme Jean-Yves Debreuille, doyen de la Faculté des lettres à l'Université Lumière Lyon 2, qui rappelle les «prescriptions d'André Breton: "empêcher le public d'entrer", "le tenir exaspéré devant la porte"». Ceux qui se prêtent à l'exercice, en Hexagone, ne le font, poursuit M. Debreuille, «qu'avec réticences, en lisant d'une voix volontairement rentrée. Même ceux qui ne sont pas aussi radicaux pensent que la poésie ne peut trouver place que dans une certaine qualité d'attention, et les lectures ont toujours un aspect un peu cérémonieux.»

Dans ce contexte, «l'atout des Québécois, selon la journaliste Marie-Jeanne Dufour du *Progrès*, c'est qu'ils savent désacraliser la poésie, la mettre en proximité avec le plus grand nombre et faire rimer le quotidien dans les lieux publics.»

Trois-Rivières

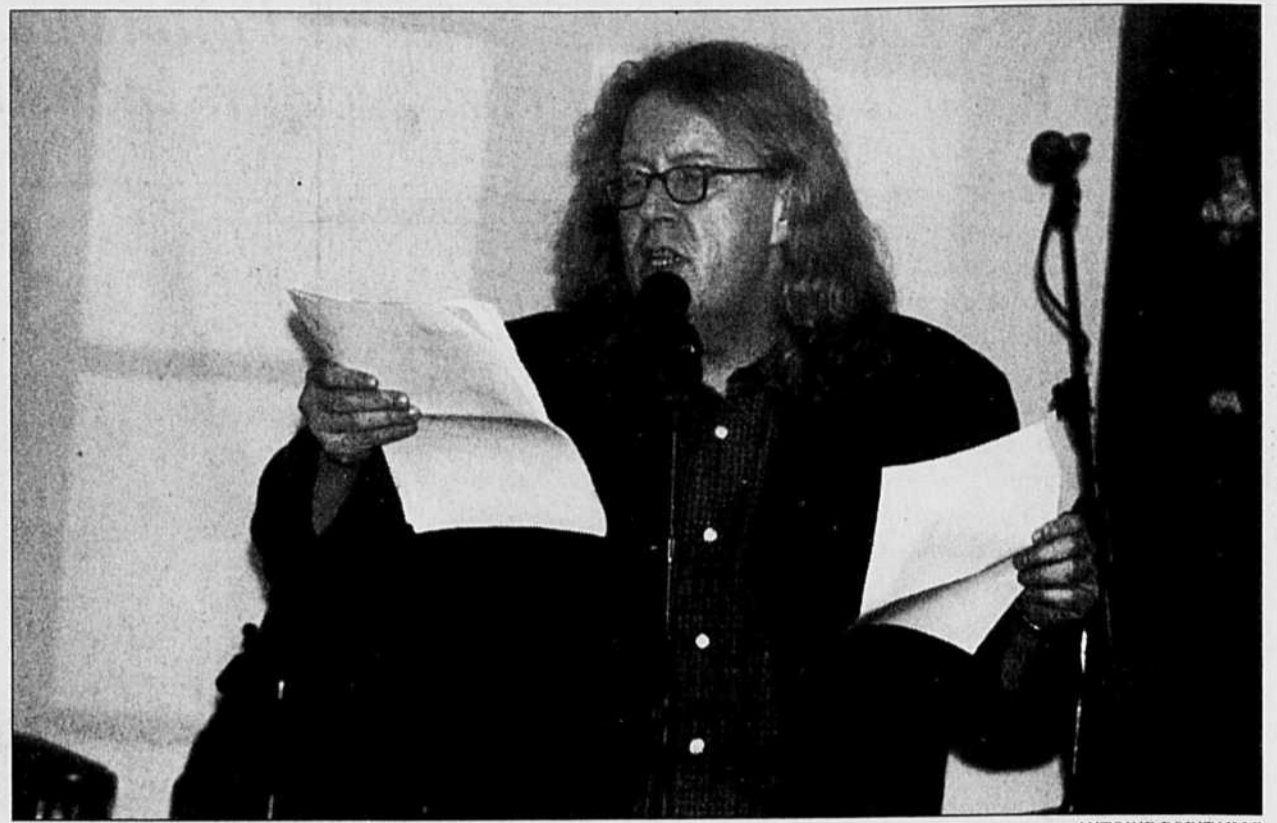
Évidemment, le modèle choisi pour les Cartier de la poésie (lectures publiques dans des endroits inusités) était bien sûr Le Festival international de poésie de Trois-Rivières, ville qui devient chaque automne, pour trois semaines, la «Capitale mondiale de la poésie». Les organisateurs des

Cartier de la poésie à Lyon, Alain Bideau en tête, ne s'en cachent pas, eux qui ont fait un séjour dans la capitale de la Mauricie pour voir comment se déroulait le Festival. L'idée leur a plu et ils ont voulu l'importer à Lyon. «Nous avons demandé aux poètes québécois de nous montrer ce que nous ne savons pas faire», dit Jean-Yves Debreuille. Gaston Bellemare, âme du festival trifluvien et président des Écrits des Forges, était du voyage. Trois-Rivières et Lyon ont plusieurs choses en commun: Bernard Pozier, directeur littéraire aux Écrits des Forges, faisait remarquer, au récit de clôture, que Lyon a, comme la ville québécoise, trois affluents: le Rhône et la Saône, bien sûr, mais aussi le Beaujolais...

Dans les bars et restaurants

Claude Beausoleil qualifie de très positive son expérience de la lecture publique à Lyon: «Les gens étaient souvent curieux. Ils venaient nous parler, achetaient nos livres. Les Français aiment tant les livres.»

Mais ce ne fut pas toujours facile. Certains clients ont semblé ennuyés par les déclamations non sollicitées, ou ils restaient indifférents, confie Lucie Brunelle, une Québécoise résidant à Lyon, qui a assisté à quelques lectures publiques. Des poètes ont même parfois eu à jouer du coude pour se faire entendre, même si les séquences de lecture ne dépassaient pas quatre ou cinq minutes. Denise Boucher, par exemple, l'auteur de *Les Fées ont soif*, a dû insister pour lire des poèmes dans l'immense Brasserie Georges, qui peut accueillir au-delà de 500 personnes. Mme Boucher, qui raconte son expérience avec le sourire, s'en est finalement tirée en faisant répéter à un groupe de jeune les strophes de *Baise-moi*, un poème de Louise Labé, poétesse lyonnaise. Ce qui lui a permis finalement de conquérir la foule. «Peut-être que le lieu était mal choisi et que l'on aurait dû se borner à des établissements plus petits», commente Alain Bideau, qui doute, du reste, que des poètes lyonnais souhaiteront imiter les Québécois.



ANTOINE ROBITAILLE

«On a un côté un peu scout, nous les poètes québécois, dit Claude Beausoleil, que l'on voit ici au cours d'une lecture publique à Lyon. On aime promouvoir notre art. Sans faire de concessions, bien sûr. C'est notre pari.»

Des convergences

Il s'agit peut-être d'une différence irrémédiable dans les conceptions québécoise et française de la poésie. La première étant réputée «chaleureuse, immédiate, militante et populaire» et la seconde reconnue comme «livresque, hermétique, voire élitiste». Différence qui a d'ailleurs fait l'objet d'un colloque d'une journée pour clôturer les Cartier de la poésie. Colloque où l'on a toutefois constaté des convergences des deux poésies. «Le temps n'est plus», affirme Jean-Yves Debreuille, «où un poète pourtant fort peu prétentieux, Jean Follain, pouvait écrire dans ses Agendas, à la date du 26 mai 1962: "Foire aux poètes: à fuir". Depuis dix ans, le marché de la poésie qui se tient au mois de juin place Saint-Sulpice attire bien plus de poètes

et d'amateurs de poésie qu'il n'en met en fuite. Bref, on pourrait avoir l'impression que la poésie hexagonale a évolué dans un sens québécois!»

Quant à la poésie québécoise, M. Debreuille constate deux évolutions qui semblent la caractériser. Une première, qui apparaît comme une certaine intimité de l'écriture. On est moins militant. Et le professeur lyonnais de citer Bernard Pozier: «La poésie québécoise se fait un peu plus sage, délaisse ses excès, manifeste moins ses élans collectifs, modère ses mutations. Un peu las des mouvements de masse des années soixante et soixante-dix, les poètes reviennent un peu plus loin en eux-mêmes, dans une sorte de repli.» La seconde évolution serait que «n'apparaît plus la certitude de dire un pays et de s'y situer: elle a été remplacée par

la création de mythes modernes qui tentent d'exprimer notre improbable être-au-monde aujourd'hui. Le Grand Hôtel des étrangers (1988-1996) de Claude Beausoleil est à cet égard emblématique. Il ne s'agit plus de défendre une langue, mais d'être "un voyageur / que le langage invente". Si l'arrière-pays garde encore la trace "des mères et des neiges", le pays d'aujourd'hui est habité par la "cohue du métro", et plus rien ne protège du désarroi d'être seul au monde.»

Est-ce à dire que la poésie québécoise a perdu pour nous des charmes de son exotisme? «Peut-être», répond M. Debreuille. La contrepartie est que nous nous sommes rapprochés. Mais il subsiste tout de même un écart: c'est la liberté d'allure qui semble être la grâce et le privilège de l'autre rive.»



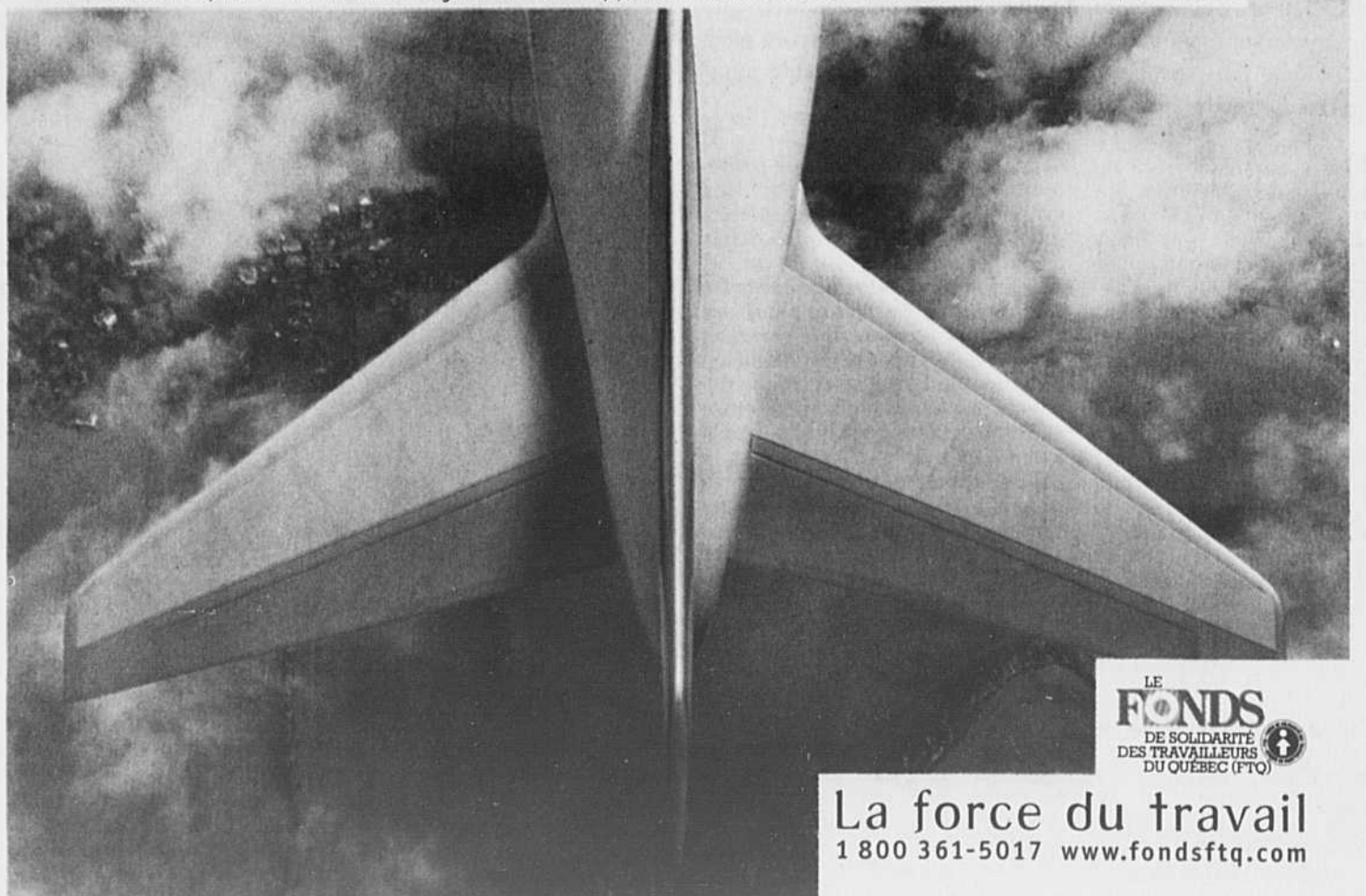
ANTOINE ROBITAILLE

«Nous avons demandé aux poètes québécois de nous montrer ce que nous ne savons pas faire», dit Jean-Yves Debreuille, doyen de la Faculté des lettres à l'Université Lumière Lyon 2.



Imaginez jusqu'où votre entreprise peut aller.

Le Fonds de solidarité (FTQ) est un partenaire financier solide qui, en plus de contribuer à la croissance de votre entreprise, est un outil majeur de développement dans tous les secteurs de l'économie québécoise.



LE FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)

La force du travail
1 800 361-5017 www.fondsftq.com

SOCIÉTÉ ET RECHERCHES

ENTRETIENS JACQUES CARTIER

CE CAHIER SPÉCIAL EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Rédaction

Responsable NORMAND THÉRIAULT

Révision DENIS DESJARDINS

Mise en pages PAUL BENNETT, DOMINIQUE RENVY

Direction artistique CHRISTIAN TIFFET

ET CHRISTIAN VIEN

Production

Responsable CHRISTIAN GOULET

Maquette MICHELINE TURGEON

Publicité

Responsable MARTINE BÉRUBÉ

Conseillers GYSLAINE CÔTÉ, MARLENE CÔTÉ,

CHRISTIANE LEGAULT

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS